TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste

Mensuel – N°25 – Mai 1985 – 12,00 F

ISSN 0754-281 X

LA FRANCE, PREMIERE PUISSANCE MILITAIRE EN AFRIQUE

L'URSS ET LE TIERS MONDE

L'URSS EN MEDITERRANEE

LA CHINE ET LE MONDE

Pour une stratégie d'alliances avec le Tiers Monde

Pour « Travailleurs » rien n'est gagné encore, écrivions-nous en septembre. Ni le pari financier, ni le pari de réussir une presse différente, plus ambitieux encore. Chacun de nos abonnés et de nos habitués l'a vu, notre formule « dossiers - enquêtes - reportages - parlons-ensemble » est sortie irrégulièrement, une fois tous les deux mois en moyenne.

Cette entorse persistante à la périodicité mensuelle en dit long sur les difficultés de « Travailleurs » qui rendent aléatoire la sortie mensuelle d'une revue de 32 pages telle que nous l'avions conçue en septembre. De plus, la diffusion n'a toujours pas dépassé le cercle des amis et sympathisants. Au-delà de la reconnaissance des limites et insuffisances de notre propre mensuel, s'impose une réflexion d'ensemble sur la presse militante, son histoire, ses conditions d'existence, l'évolution de ses ambitions, sa nature, son style... et son devenir.

Pour l'heure, priment nos engagements auprès des lecteurs et abonnés. Plusieurs remarques d'entre eux nous amènent à penser qu'une périodicité mensuelle stricte est préférable au respect des sacro-saints « nombre de pages » et « équilibre interne » de la formule. Voilà la raison de ce numéro de mai quasi exclusivement consacré à diverses questions internationales, hormis les quatre pages intérieures diffusées plus largement à Paris le 1er Mai.

Les articles de ce numéro consacrés à certains aspects de l'impérialisme français, à l'URSS et à la Chine n'épuisent pas l'ensemble des données essentielles de la situation internationale, tant s'en faut.

Le rôle de la superpuissance américaine, sa politique de domination et d'agression de par la planète ne sont pas évoqués ici.

Ne sont non plus évoqués les peuples sur le front des luttes, en Afrique du Sud, en Amérique centrale, en Afghanistan...

Pour autant, nos lecteurs le savent bien, ces dimensions ne sont pas absentes de nos préoccupations.

SOMMAIRE

La France, première puissance militaire en Afrique 3
- Documents 5
- Pour en savoir plus 6

Pour une stratégie d'alliances avec le Tiers Monde 6

L'URSS en Méditerranée et au Proche-Orient (1956-1984) 9
L'URSS et le Tiers Monde . . 13

Documents : La Chine et monde 17
... et les pays du Tiers Monde 17
... et les Etats-Unis 19
... et l'URSS 21

Ont participé à ce numéro : *Estelle Delmas, Dominique Lardeux, Yves Portel. Documents : articles de Ranko Petkovic.*

Un supplément à Travailleurs *toujours d'actualité :*

COMBATTRE LA DROITE ET SES EXTREMES

Au sommaire :
— un entretien entre P. Bauby et J-L. Parodi sur les résultats des européennes;
— une interview d'Alain Rollat, journaliste au Monde *et co-auteur de* « l'Effet Le Pen »;
— divers articles : « Libéralisme : démagogie ou réalité »; « Reconquête et division »; « Le patronat d'aujourd'hui »; « Pourquoi Grenoble est-elle tombée à droite ? »; « La politique industrielle de la droite », un débat avec C. Ysmal et M.J. Chombart de Lauwe.
Passer commande à Presse d'Aujourd'hui BP90 75962 Paris Cedex 20 (10 F)

Travailleurs : B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20 — Tél. 16 (1) 366 71 53
Directeur de publication : M. Cuisinier. Abonnement un an : 100,00 F
Commission paritaire n 10402.
Imprimerie Presse d'Aujourd'hui, B.P. 90 — 75962 Paris Cedex 20.

TRAVAILLEURS ET SES DOSSIERS

Parus depuis septembre :

- **La droite et ses extrêmes** avec interview d'Alain Rollat, coauteur de « L'Effet Le Pen » . . . . . N°22
- **Le Tiers Monde et la France** . . . . . N°22 - 25
- **La classe ouvrière en mutation** . . . . . N°23 - 24
- **Crise - Communisme - Renouveau** . . . . . N°23 - 24
- **DOM-TOM** : la parole aux peuples colonisés . . . . . N°23 - 24
- **Chine** : le défi du développement, la Chine et le monde . . . . . N°24 - 25

- des **articles** : « Quatre ans de gestion du PS » (N°24) ; « Feue la gauche ? » (N°24) ; Algérie (N°22) ; URSS (N°25).
- des **reportages** : Palestine (N°22) ; Corse (N°22).

En cours de préparation :

- un numéro spécial sur la Conférence des dernières colonies françaises en Guadeloupe.
- un reportage sur les « Grünen » (Verts allemands).

LA FRANCE, PREMIERE PUISSANCE MILITAIRE EN AFRIQUE

S'il est un domaine où la France a maintenu pour l'essentiel l'influence de l'époque des colonies, c'est bien celui de sa présence militaire sur le continent africain. C'est aussi celui où l'on note, de de Gaulle à Mitterrand, la plus grande continuité dans la définition de la politique de « défense française en Afrique ». Politique qui a su d'ailleurs, tout en maintenant ses options fondamentales, adapter ses moyens aux évolutions du continent, de la décolonisation à nos jours.

DES MOYENS EN CONSTANT RENOUVELLEMENT

La présence militaire française n'a que peu de ressemblance, sur le terrain, avec ce qu'elle était au début des années soixante : le nombre de militaires stationnés en permanence en Afrique est passé de 60 000 en 1960 à 6 700 environ aujourd'hui, répartis pour l'essentiel sur les cinq bases de Dakar, Djibouti, Gabon, Côte-d'Ivoire et Centrafrique.

Mais cela ne signifie pas pour autant une baisse des moyens mis en œuvre pour assurer cette présence. Celle-ci revêt plusieurs aspects complémentaires, l'ensemble constituant la stratégie militaire française, élaborée d'ailleurs par de Gaulle dès la période de décolonisation, et maintenue depuis.

Du point de vue de l'organisation des troupes françaises devant intervenir en Afrique, l'effort essentiel a porté sur la constitution d'une « Force d'Intervention Rapide » stationnée en France, qui se compose de 25 000 hommes environ (IIe Division parachutiste, IXe Division d'infanterie de marine, 31e Brigade blindée), des escadres de Brest et de Toulon, ainsi que des Forces aériennes tactiques.

Le rôle de cette F.I.R. est d'intervenir d'une façon graduée dans les pays liés au nôtre par des accords de défense, lorsque l'intervention des troupes stationnées dans le pays comme celle des forces nationales du pays s'avèrent insuffisante. Cette force est intervenue ainsi au Zaïre en 1978 (Kolwézi) et bien sûr au Tchad en 1983-1984.

Les bases françaises, elles, servent de soutien à la Force d'Intervention Rapide, de relais pour les ponts aériens comme Dakar, dont la Grande-Bretagne se servit lors de son intervention aux îles Malouines. Les troupes françaises en Afrique sont chargées, à la demande des Etats concernés, des interventions immédiates.

La conception de la F.I.R. repose sur la rapidité d'intervention, et donc l'utilisation de troupes aéroportées, de matériel léger, la marine et l'aviation apportant leur soutien logistique. La guerre du Tchad ayant montré que des armes sophistiquées étaient utilisées, que le conflit pouvait se transformer en guerre de position, la loi-programme prévoit, en 1985, de porter les effectifs de la F.I.R. à 47 000 hommes, de la doter en matériel d'artillerie, et en hélicoptères de combat. Enfin, l'arme nucléaire tactique est envisagée comme devant, à terme, être intégrée au potentiel de la F.I.R.

UNE COOPÉRATION MILITAIRE TRES DYNAMIQUE

La présence française se caractérise en outre par l'ampleur de la coopération militaire.

Notre pays est en effet le deuxième fournisseur d'armes à l'Afrique (après l'URSS), hormis l'Afrique du Sud. En 1980, elle aura vendu pour 870 millions de francs d'armements aux pays africains, essentiellement à une douzaine d'entre eux (voir tableau n°1 — page suivante) qui sont de fait dépendants de la France au plan de leur défense nationale. Ceci est presque caricatural pour le Sénégal, le Centrafrique et le Tchad qui dépendent à plus de 97% de la France.

Par ailleurs, 1 400 conseillers militaires français sont en permanence en Afrique, chargés de former les militaires africains. En outre, l'armée française reçoit régulièrement des stagiaires africains qu'elle forme. En dix ans, ce sont environ 19 000 militaires africains qui ont été formés dans les écoles militaires françaises. Il faut ajouter à cela les manœuvres franco-africaines, environ annuelles, qui permettent à l'état-major de tester l'efficacité de la F.I.R. La part du budget de la Coopération destinée à la coopération militaire est loin d'être négligeable puisqu'elle en constituait 17% en 1981, soit 652 millions de francs.

On le voit, l'effort consenti par la France pour assurer sa présence est loin d'être négligeable.

LES ACCORDS DE DÉFENSE

Ces accords, outre Djibouti et Mayotte qui constituent les deux bases les plus importantes avec Dakar, concernent cinq

DÉPENDANCE DE L'AFRIQUE A L'EGARD DE LA FRANCE POUR LES ARMEMENTS EN 1980

	% des armements d'origine française
Tchad	98,4%
Centrafrique	98,1%
Sénégal	97,0%
Djibouti	76,6%
Rüanda	71,6%
Zaïre	68,0%
Côte d'Ivoire	57,4%
Togo	56,9%
Gabon	52,7%
Burkina Fasso (ex Haute-Volta)	47,5%

La France est le 2e fournisseur d'armes en Afrique subsaharienne (hormis l'Afrique du Sud)

Tableau 1

pays le Sénégal, la Côte-d'Ivoire, le Cameroun, le Gabon et la République centrafricaine. Ces accords consacrent la suprématie française dans ces pays, comme le montre cet extrait : *« Aux termes des traités de Défense présentés dans le précédent chapitre, il faut préciser les avantages exacts dont la France bénéficie, trois points essentiels devant être recensés : en premier lieu, dans le cadre de sa stratégie globale, la France jouit de la libre disposition de bases et installations militaires ainsi que du concours des Forces armées de l'Etat concerné dans cette stratégie; en second lieu, afin d'assurer une défense commune, la libre disposition de terrains est reconnue nécessaire ainsi que les aides et facilités en matière de stationnement et de circulation des Forces armées; enfin, est reconnu le droit de survol aérien et d'escale dans les aérodromes, parallèlement à des autorisations de transit de l'Armée française »*. (Pascal Chaigneau, *La politique militaire de la France en Afrique*, p. 50).

PART DE L'AFRIQUE DANS LES RESERVES CONNUES EN MINERAIS STRATÉGIQUES

Chrome	96%
Diamant industriel	89%
Platine	71%
Amiante	61%
Or	51%
Cobalt	40%
Manganèse	37%
Vanadium	19%
Fluor	17%

Tableau 2

LA PRESENCE MILITAIRE FRANÇAISE EN AFRIQUE

Troupes françaises stationnées en Afrique : 6 700 environ
Conseillers militaires français en Afrique : 1 400 environ
Forces d'intervention rapide : 25 000 (qui doit être porté à 45 000 en 1985)
Militaires africains formés en France : 19 000 environ/10 ans

UNE STRATÉGIE DE GRANDE PUISSANCE

Ce rapide survol des moyens mis en œuvre montre l'importance attachée par les gouvernements successifs pour maintenir intacte l'influence militaire française en Afrique, malgré la décolonisation. Le fait que la politique africaine se décide à l'Elysée — aujourd'hui avec Guy Penne — « court-circuitant » en quelque sorte le ministère des Relations extérieures, vient renforcer cette conviction. Aujourd'hui, la France est considérée comme la première puissance par ses capacités d'intervention en Afrique.

La stratégie qui sous-tend la politique militaire française en Afrique repose sur trois grandes orientations :

— la nécessité pour la France de maintenir des liens étroits avec ses anciennes colonies. Les immenses ressources naturelles de l'Afrique, particulièrement minières (voir tableau 2 ci-contre) sont décisives pour la France qui importe de ce continent la plus grande partie des minerais stratégiques dont elle a besoin;

— la dimension stratégique du continent africain : pour la France, sa sécurité passe par celle de l'Afrique; plus généralement, l'Europe a besoin d'un arrière, d'une base de repli en cas de conflit majeur. L'Afrique jouerait ce rôle, comme cela a été le cas durant la seconde guerre mondiale;

— enfin, la France constitue, selon la stratégie actuelle, un rempart contre la pénétration soviétique en Afrique. L'idée maîtresse est que si les pays occidentaux quittent l'Afrique, alors l'Union soviétique s'installera partout où cela lui sera possible.

Cette conception explique le sens des interventions françaises, notamment au Tchad : le soutien à des régimes « amis », ou au contraire le soutien à des actions de déstabilisation, l'intervention dans des conflits locaux mettant aux prises plusieurs pays de la zone ont pour unique objet la défense d'une stratégie mondiale de la France.

Le changement de gouvernement, en 1981, n'a pas fondamentalement modifié cette conception, ainsi que l'expliquait Charles Hernu en novembre 1982 devant l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale : *« La politique de défense de la France ne s'arrête pas aux limites de la vieille Europe... n'oublions pas les liens tissés entre la France et les Etats qui ont conclu avec nous des accords de coopération et de défense. Les moyens de cette stratégie mondiale reposent en grande partie sur nos forces prépositionnées, et l'exemple de la guerre des Malouines a confirmé l'intérêt de tels appuis extérieurs (...). Ces forces ne suffisent pas toujours à résoudre tous les problèmes survenant outre-mer et dans ces pays. Aussi disposons-nous de forces d'assistance rapide de manière à pouvoir agir à la demande de façon quasi immédiate. Pour valoriser ces forces qui participent au rayonnement de la France à l'étranger, nous cherchons à renforcer leurs équipements »*. (Pascal Chaigneau, *La politique militaire de la France en Afrique*, p. 90). La présence de bases militaires américaines et soviétiques en Afrique et à Madagascar, la multiplication des conseillers militaires soviétiques, la présence de troupes cubaines et est-allemandes sur ce continent, enfin les demandes de maintien, voire de renforcement de la présence militaire française de la part de certains gouvernements africains semblent donner raison au gouvernement français.

Mais en fait, outre que la présence française n'empêche pas la pénétration soviétique — et l'exemple de Madagascar est particulièrement frappant, il est clair, lorsque l'on examine de près la stratégie française sur le continent africain, qu'il s'agit d'une domination impérialiste : la France, pays extérieur au continent, y jouit, au moins dans certains pays, d'une liberté d'intervention inouïe, elle est en mesure de faire et de défaire des régimes en fonction de ce qu'elle estime être ses propres intérêts, elle maintient enfin les défenses nationales des pays avec lesquels elle a passé des accords d'assistance militaire dans une étroite dépendance, tant du point de vue des armements que de celui de la formation des cadres.

Bien entendu, les intérêts des peuples d'Afrique sont singulièrement absents de ces préoccupations, ils sont souvent même bafoués lorsque la France intervient pour soutenir des régimes antidémocratiques. Si l'on peut concevoir qu'une coopération en matière de défense existe entre la France et les pays en voie de développement, il est nécessaire qu'elle se fasse dans le strict respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats.

La première mesure ne serait-elle pas le retrait immédiat des troupes et bases stationnées en Afrique et dans les autres parties du monde?

Dominique LARDEUX

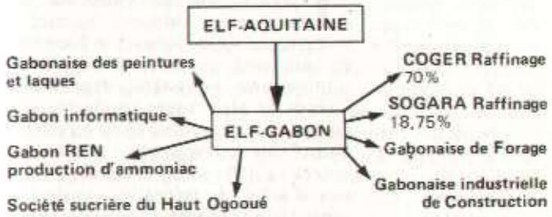
DOCUMENTS

QUELQUES ACTIVITÉS DU GROUPE ELF-AQUITAINE AU GABON

En 1979, le groupe Elf-Aquitaine détenait 61% du domaine minier gabonais (le groupe Shell 22%), et contrôlait en 1982 80% de la production pétrolière. Elf-Gabon réalisait en 1979 74% des investissements pétroliers, soit 6,2 milliards de francs.

En 1983, les bénéfices nets d'Elf-Gabon se sont élevés à 778 millions de francs. Or, la rente pétrolière gabonaise constitue à elle seule 80% des recettes d'exportation. On peut dès lors apprécier le degré de dépendance du Gabon à l'égard du groupe français, mais aussi l'ampleur de la spoliation, dans la mesure où la majeure partie de cette activité échappe de fait à tout contrôle national.

Si l'on ajoute à cela la domination exclusive du C.E.A. sur la production d'uranium (par l'intermédiaire de la COGEMA), celle de la COFRAMINES (domination partagée avec l'US-STEEL) sur l'extraction du manganèse, et de trois sociétés françaises sur la production du bois okoumé, c'est d'une véritable mise en coupe réglée des principales ressources gabonaises dont il faut parler, de la part des sociétés industrielles françaises. Où est l'intérêt mutuel là-dedans?



PART DES INTÉRETS FRANÇAIS DANS QUELQUES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DE DIVERS PAYS AFRICAINS (en 1979)

	Biens alimentaires	Tabac	Textile	Chimie Pétrochimie	Mécanique Métallurgie Electricité
Congo	100	100	60	77	100
RCA		100	9	100	76
Cameroun	72,5	84,5	38	47,5	—
Bénin	—	—	28	60	86
Togo	29,3	—	—	30	70
Tchad	85,5	85	35	50	95,8
Sénégal	94	100	82,4	73,5	75,5
Niger	—	—	70	46	—
Haute-Volta	48,5	90	38	35	—
Gabon	72,4	90	20	60	—

en pourcentage du capital

Source : *Le Monde*

Pour en savoir plus

LIVRES

La main et l'outil – E. Pisani – Ed. Laffont 1984

Le défi du développement indépendant – Ch. A. Michalet – Ed. Rochevignes 1984

Impact des relations avec le Tiers Monde sur l'économie française – Y. Berthelot et J. de Bandt – La Documentation française 1982

La politique militaire de la France en Afrique – P. Chaigneau – Publ. du Cheam, dif. La Documentation Française 1984

REVUES

Bulletin de liaison du CEDETIM n°16-17 et 18 : **Affrontements Nord-Sud**

Prolétariat n°26-27 : **Le nouvel ordre économique international**

Revue Tiers Monde n°96 : **La coopération Sud-Sud** – PUF 1984

La domination de la France sur l'économie gabonaise – Publ. de «La Voie nouvelle» (AG des étudiants du Gabon)

Travailleurs n°14 : V° Congrès du PCML
n°20 : Pour une autre politique
n°22 : Dossier – Le Tiers Monde et la France
n°16 : (supplément au) Europe 84

POUR UNE STRATEGIE D'ALLIANCES AVEC LE TIERS MONDE

Il peut sembler à première vue paradoxal de développer aujourd'hui l'idée d'une solidarité avec le Tiers Monde, solidarité qui serait le levier d'une rupture avec le système impérialiste : frappés de plein fouet par la crise économique, les travailleurs ont, en effet, et à juste titre, comme préoccupations premières la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat, la reconstitution de leurs capacités à se mobiliser contre les offensives renouvelées du capital.

Un discours anti-impérialiste apparaît alors plaqué, à côté ou en marge de la réalité sociale et politique de notre pays. Et de fait, les activités de solidarité que mènent les associations anti-impérialistes, comme les organisations syndicales ou politiques, le sont bien souvent à côté des actions revendicatives quotidiennes, par des militants spécialisés. Tout se passe comme s'il y avait d'une part la lutte à mener contre notre système capitaliste, à l'intérieur, et d'autre part, d'une façon spécifique, les luttes anti-impérialistes à l'extérieur. Les projets politiques, comme les analyses économiques elles-mêmes, n'échappent pas toujours à cette division qui est opérée entre capitalisme et impérialisme. Pourtant, dans le même temps, tout le monde reconnaît aujourd'hui l'interpénétration grandissante des économies, leur intégration accrue dans le système mondial. Il est bien difficile de porter un jugement sur l'économie française, par exemple, en s'en tenant au strict hexagone, alors que les principaux groupes français ne réalisent pas plus de 45% de leur chiffre d'affaires en France, l'activité de leurs filiales à l'étranger en représentant 30%. Les développements de la crise économique montrent à l'évidence l'importance de cette interpénétration : une hausse annuelle de 10% du dollar entraîne 30 milliards de francs d'augmentation de la dette extérieure française, 10 à 15 milliards de francs de déficit commercial supplémentaire, et «coûte» 1% d'inflation. La «crise» de l'automobile n'est qu'un des épisodes de la réorganisation, au plan mondial, de la production automobile devant aboutir à la domination de quelques grands groupes sur le marché. Il nous paraît donc essentiel de considérer le système économique français dans son unité capitaliste-impérialiste, dans la mesure où il est profondément intégré au système impérialiste mondial, où il en est l'une des composantes. Toute recherche d'une «issue à la crise» qui ne prendrait pas en compte cette dimension aboutirait sûrement à l'impasse.

A l'inverse, la politique gouvernementale actuelle, en considérant a priori que le système impérialiste mondial **ne peut et ne doit pas** être fondamentalement changé, amène logiquement à la politique d'austérité. Pouvons-nous alors accepter cette vision «réaliste», consentir les sacrifices – bien réels, eux – exigés par le patronat pour rendre l'économie française plus compétitive, restaurer les profits, tenter de rétablir l'équilibre des balances quotidiennement remis en cause par la politique monétaire américaine? Il ne saurait en être question : la restauration des profits, en système capitaliste, ne signifie pas automatiquement diminution du chômage et augmentation des salaires. Le cas du redémarrage de Chrysler, souvent cité en exemple par les tenants du libéralisme le plus outrancier, est typique de la stratégie du capital : 66 000 licenciements en 1979, réduction de près de 50% des capacités de production, gel des salaires, suppression des primes, tel a été le coût de la restructuration. Comme le note l'IFRI* : *«Alors que l'industrie américaine avait besoin en 1977 de produire 11 millions de véhicules pour ne pas travailler à perte, elle réalisait des profits en 1982 avec une production de 6 millions seulement.»* (Ramsès 1983-84 – p. 144). Le seul scénario de «sortie de crise» acceptable pour les travailleurs est celui qui garantirait le plein emploi, une augmentation générale du niveau de vie, tout en rétablissant les grands équilibres dans la production industrielle et agricole, dans les échanges, comme au plan financier : un tel scénario paraît bien incompatible avec le système économique et politique actuellement dominant en France, comme avec le système impérialiste mondial.

DES TENSIONS EXTREMEMENT GRAVES

La crise économique touche tous les pays. Que le nombre de chômeurs, en France, ait été multiplié par 6 entre 74 et 84 en est une preuve, hélas. Malgré tout les économies occidentales disposent d'un arsenal de moyens – et d'abord la puissance économique et politique – qui leur permettent de modérer l'ampleur des effets de la crise, y compris au plan social. Il est alors tentant de penser que, vaille que vaille, les pays occidentaux arriveront à sortir de cette crise et se retrouveront dans une nouvelle période de croissance forte. Schéma optimiste, possible éventuellement, mais qui fait l'impasse sur la gravité des tensions économiques actuelles.

Le poids de la dette des pays du Tiers Monde, s'il met aujourd'hui en péril leur économie, menace également l'équilibre financier international; que l'on songe que les onze premières banques américaines se sont engagées bien au-delà de leurs capacités vis-à-vis des pays d'Amérique latine. Une impossibilité ou un refus de la part des gouvernements latino-américains d'honorer leurs échéances amèneraient à un effondrement des ces banques que la Réserve Fédérale ne pourrait empêcher. La menace d'un gigantesque krach est d'autant plus réelle que les pays occidentaux eux-mêmes sont de plus en plus endettés : la dette des sept premiers pays industrialisés est passée de 22% de leur PIB en 1974 à 41% en 1983. Que l'on songe également aux effets redoutables d'une montée brusque, comme d'une chute rapide du dollar : le 21 septembre, les banques occidentales ont dû, en une journée, vendre plus d'un demi-milliard de dollars pour simplement enrayer, ce jour-là, la hausse du dollar. Au niveau du commerce mondial, le règlement de leur dette contraint les pays du Tiers Monde à restreindre d'une façon draconienne leurs importations, ce qui alimente la récession. Telle est la logique de l'impérialisme, qui, soucieux avant tout d'engranger le maximum de profits dans le temps le plus court, conduit à une situation économique excessivement instable. Instabilité qui alimente les tensions politiques, vient renforcer les risques de guerre.

LE TIERS MONDE AU COEUR DES CONTRADICTIONS DU MONDE ACTUEL

Les quinze dernières années ont montré avec netteté quelle place nouvelle occupaient de fait, sur la scène mondiale, les pays en voie de développement. Que ce soit sur la question des matières premières, des échanges de produits manufacturés, avec l'entrée en force des nouveaux pays industrialisés, que ce soit dans la recherche de nouveaux débouchés pour les capitaux occidentaux, leurs productions industrielles, que ce soit enfin, au plan politique, la recherche de positions fortes dans telle ou telle partie du monde, les pays du Tiers Monde ont constitué à la fois un théâtre d'opérations privilégié, en même temps que les acteurs principaux des grandes mutations opérées sur la scène internationale. Au double mouvement des années qui ont suivi la seconde guerre mondiale : établissement de l'hégémonie américaine après l'affaiblissement des puissances européennes, accession à l'indépendance nationale de la plupart des pays du Tiers Monde, a succédé un autre mouvement double : recomposition de l'impérialisme à la fois par la montée de la superpuissance soviétique et la nécessité de s'adapter aux réalités nouvelles, lutte des pays nouvellement indépendants du Tiers Monde pour accéder au développement et prendre toute leur place sur la scène internationale.

Les pays du Tiers Monde, par l'ampleur des marchés potentiels qu'ils représentent, mais également par les richesses naturelles qu'ils possèdent et leur réservoir de main-d'œuvre, constituent un enjeu essentiel dans la bataille que mènent les puissances impérialistes pour le partage du monde. Ils constituent d'autre part un enjeu politique de première importance dans la rivalité des deux superpuissances : la multiplication des interventions directes américaines et soviétiques, des alliances et pressions multiples qu'ils exercent sur un nombre croissant de pays le confirment.

Acteurs principaux, oui. Parce que la nécessité d'édifier un Etat véritablement indépendant, une économie autonome permettant un développement rapide, s'oppose frontalement aux intérêts des puissances impérialistes. Relèvement du prix du pétrole, nouvel ordre économique, recherche de l'autonomie collective, développement du Sud-Sud, luttes de libération nationale, sont autant de faits, de batailles au cours desquelles les pays en voie de développement ont dû et doivent affronter les intérêts impérialistes. Ces batailles, si elles n'ont pas mis fin à l'impérialisme, ni même transformé l'une quelconque de ses activités, ont malgré tout «ébranlé» parfois sévèrement l'édifice. Ce que beaucoup appellent les deux «chocs pétroliers» de 1973 et 1979, s'ils ne sont certainement pas à l'origine de la crise économique, ont mis en lumière l'extrême fragilité du système mondial dominant, mais aussi la force que pouvait représenter un Tiers Monde uni face à l'impérialisme.

C'est en fait ce qui nous conduit à dire que la remise en cause du système impérialiste mondial s'opère dès aujourd'hui, que la rupture avec l'impérialisme est un processus déjà engagé, sous des formes multiples, et, bien sûr, pas d'une façon linéaire : mais lorsque l'Argentine s'oppose concrètement au FMI, lorsque les pays en voie de développement tentent de créer une banque du Sud, lorsque les mineurs d'Afrique du Sud affrontent le pouvoir raciste de Prétoria, il s'agit bien là de luttes qui se situent clairement dans le cadre de la rupture avec le système impérialiste.

UNE CONVERGENCE RÉELLE D'INTÉRETS

Il y a une chose qui apparaît une force lorsqu'on y prête

attention; c'est que les pays du Tiers Monde, comme les travailleurs des pays occidentaux affrontent le même adversaire et subissent des situations qui, sans être identiques, sont malgré tout très semblables. Le chômage et la baisse du niveau de vie sont le lot commun des uns et des autres, bien sûr. Les uns comme les autres vivent sous la menace d'un développement catastrophique de la crise économique; l'insécurité grandissante peut déboucher sur un conflit majeur dont seraient victimes tous les peuples de la planète. D'une façon plus profonde, les aspirations de nos peuples à un changement décisif du système social existant, comme celles des peuples et pays du Tiers Monde à un développement indépendant et à la démocratie s'opposent à l'obstacle de l'appropriation, par le capital, du fruit du travail, mais aussi à l'appropriation du pouvoir par les puissances impérialistes. La politique industrielle mise en œuvre en France ne vise pas à satisfaire les besoins de la population, mais à assurer la compétitivité sur le marché international.

De la même façon, les politiques de développement industriel souvent imposées par les firmes multinationales dans les pays du Tiers Monde ne correspondent presque jamais aux besoins des peuples de ces pays. Les transferts de production vers le Tiers Monde n'empêchent pas que beaucoup connaissent la sous-utilisation de leurs capacités industrielles, dans le domaine minier, par exemple, ou dans la sidérurgie. La politique agricole européenne ne correspond ni aux besoins réels ni aux aspirations des agriculteurs; pas plus que la politique de développement à outrance, sous l'égide des multinationales de l'agro-alimentaire, de l'agriculture d'exportation dans les pays du Tiers Monde ne correspond en quoi que ce soit — tout au contraire — aux besoins des populations de ces pays. Ces convergences réelles ne sont, bien entendu, pas le fruit du hasard, mais tiennent à l'unicité du système capitaliste-impérialiste.

S'ENGAGER, DANS L'UNITÉ AVEC LES PEUPLES ET PAYS DU TIERS MONDE, DANS LE PROCESSUS DE RUPTURE

Il ne s'agit nullement de nier la diversité des situations. Il est malaisé d'établir des comparaisons entre les difficultés que nous vivons et le drame quotidien qui se joue aujourd'hui dans nombre de pays du Tiers Monde; de la même façon les aspirations et la définition des besoins ne sauraient être identiques. Cette diversité ne peut cependant masquer la convergence d'intérêts qui existe entre les travailleurs de notre pays — des pays développés, plus généralement — et les peuples des pays en voie de développement.

Posée, non pas simplement en termes de justice ou d'humanisme, fût-il de gauche, mais en termes d'intérêts convergents, la solidarité avec le Tiers Monde apparaît comme faisant partie intégrante d'une stratégie socialiste. La question qui nous semble donc être posée au mouvement ouvrier de notre pays est de savoir si une stratégie de passage au socialisme, seule susceptible d'offrir une réelle issue à la crise, doit ou non prendre en compte le processus déjà engagé de rupture avec l'impérialisme.

La naissance d'une voie indépendante, d'alliances suffisamment fortes pour résister aux attaques de l'impérialisme, en découle.

Dominique LARDEUX

* IFRI : Institut Français de Recherches Internationales

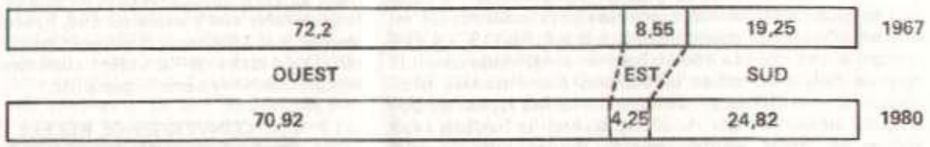
STRUCTURE DU COMMERCE SUD-SUD DE PRODUITS MANUFACTURÉS COMPARAISON 1973 et 1981 (en % du commerce Sud-Sud)

1973	
Textile	25,5
Produits alimentaires	19,6
Chimie de base	7,6
Métallurgie non-ferreux	7,2
Bois, papiers, divers	6,4
Matériel électrique	5,8
Produits métallurgiques	5,1
Chimie fine	4,6
Moteurs et machines	4,3
Matériaux de construction	4,2
Sidérurgie	3,4
Matériel de transport	2,8
Matériel de précision	1,9
Electronique	1,6
Total	100,0

1981	
Textile	17,5
Matériel de transport	9,4
Chimie fine	8,1
Electronique	7,9
Matériel électrique	7,7
Chimie de base	7,6
Produits métallurgiques	7,2
Bois, papiers, divers	7,2
Produits alimentaires	7,1
Sidérurgie	6,2
Moteurs et machines	4,5
Matériaux de construction	3,8
Métallurgie non-ferreux	3,7
Matériel de précision	2,1
Total	100,0

(Source : Revue *Tiers Monde* — p. 731)

LA PROGRESSION DU SUD-SUD



Part de l'Ouest, de l'Est et du Sud dans les exportations du Sud (en % de ces exportations) en 1967 et 1980

L'URSS EN MEDITERRANEE ET AU PROCHE-ORIENT (1956-1984)

La Méditerranée, le Moyen et le Proche-Orient sont une région de première importance stratégique, tant pour les matières premières que pour les voies de communications (Canal de Suez, détroits, oléoducs) qui sont les artères vitales de l'économie européenne.

C'est une région qui est, en outre, en bordure de l'Union soviétique. Enfin, c'est depuis le XIXe siècle (depuis le déclin de l'Empire ottoman) une région objet d'intérêts et de disputes, sinon de guerres entre les grandes puissances de l'époque, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et la Russie. L'Empire tsariste y menait une politique active en direction des populations slaves des Balkans, dans le but de posséder la maîtrise du détroit des Dardanelles, en l'arrachant aux Turcs (soutenus par les Anglais), car ce passage constituait l'unique débouché libre de glaces d'un empire peu ouvert sur des mers faciles d'accès.

Après la révolution d'Octobre 1917, les grandes puissances — toujours les mêmes plus les Etats-Unis — après avoir tenté en vain d'arrêter la révolution, firent en sorte d'empêcher le passage des navires de guerre soviétiques en Méditerranée. La Convention de Montreux (1936), en fait, était surtout tournée contre l'Allemagne et l'Italie, puisqu'elle interdisait le passage de tout navire de guerre étranger, de la Méditerranée, en mer Noire.

Durant l'alliance antinazie, Staline réclame auprès des Alliés quelques territoires en Turquie, et un mandat sur la Libye et l'Erythrée, avec laquelle l'Empire tsariste avait tissé d'excellentes relations fin XIXe siècle. Ces revendications ne sont pas acceptées par les Alliés, car la Grande-Bretagne compte bien récupérer la Libye et l'Ethiopie après la défaite de l'Italie.

En 1948, l'Union soviétique soutient la création de l'Etat d'Israël *«contre la politique d'agression des Etats arabes»* et l'impérialisme britannique. En cela, elle s'aliène pour longtemps les pays arabes. De fait, de 1948 à 1956, l'Union soviétique est exclue du Moyen-Orient, à la fois à cause de son mauvais choix (Israël), à cause de l'hégémonie franco-anglaise et ensuite américaine, et à cause de la chaîne des traités (OTAN, CENTO) destinés à l'isoler complètement.

L'URSS, MEILLEUR AMI DES PAYS ARABES (1956-1967)

En 1956, quand l'Union soviétique intervient spectaculairement pour condamner, aux côtés des USA, l'intervention franco-britannique en Egypte, le contexte a changé. Il ne s'agit pas tant d'un réchauffement des relations soviéto-américaines que d'un développement des idées d'indépendance des peuples colonisés dans la région, ou soumis à une tutelle néo-coloniale, et du développement des idées du non-alignement (l'Egypte, la Syrie, le GPR algérien ont participé à la réunion de Bandoung qui a posé les principes d'un non-alignement en 1955).

Aussi est-ce tout naturellement que l'Union soviétique apparaît comme le défenseur des pays en butte aux anciennes puissances coloniales. Cela peut se faire car l'Union soviétique jouit alors d'une très bonne image de marque :

— c'est un «pays socialiste» qui proclame ouvertement son désir d'en finir avec le capitalisme exploiteur des peuples et dont il est lui-même victime;

— c'est un pays qui n'a pas de colonies ou dont le passé colonial a été supprimé par la révolution;

— c'est une grande puissance dont le potentiel est capable de rivaliser avec celui des Etats-Unis et même de les dépasser — dans les années 80, a promis Khrouchtchev — et qui par conséquent pourra aider les pays à développer leur économie ou du moins être une alternative au chantage exercé par les pays capitalistes occidentaux qui conditionnent leur aide et crédits à l'adhésion à leurs traités. L'Egypte développant les idées du neutralisme, se fait sanctionner par le Congrès américain qui refuse un envoi de blé début 1956.

— c'est encore un pays qui n'a d'autre arme, à l'époque, que celle de la parole dans les tribunes internationales et non la force arrogante de la marine américaine, étalée sur toutes les mers;

— enfin, et cela a dû avoir forcément du poids, l'Union soviétique est la seule puissance à avoir une population de religion musulmane, nombreuse et qui a toute liberté de pratique religieuse.

De 1956 à 1967, l'Union soviétique analyse la position des forces de la région en quatre points; selon elle :

— il existe des peuples arabes qui aspirent à l'indépendance; le gouvernement de Nasser est à la pointe de la lutte anti-impérialiste;

– des Etats impérialistes ont perdu leur place prééminente et le monopole de la livraison d'armes au Proche-Orient (France et Grande-Bretagne) au profit des Etats-Unis;

– les Etats-Unis mènent leur propre politique dans le dos de leurs alliés;

– enfin, Israël est l'instigateur de l'agression et développe ses propres plans de conquête.

Dans ce tableau, il n'est pas fait mention de l'unité arabe, pourtant thème vivace et constamment présent dans la vie politique des pays arabes à cette époque. Il semble que ce thème ait particulièrement gêné l'Union soviétique à cause de la connotation religieuse qu'il recouvre.

Durant cette période, l'Union soviétique soutient et commerce avec l'Egypte, la Syrie, le Yémen, l'Irak, l'Algérie. Par des accords économiques et techniques et commerciaux (barrage d'Assouan) elle diffuse l'idée d'un possible développement non-capitaliste de ces pays, sans que pour autant ils deviennent socialistes, ni sans exiger d'eux l'arrêt de la répression des partis communistes ou des grèves ouvrières. La politique extérieure de l'Union soviétique apparaît donc comme répondant aux intérêts des pays de la région.

Pendant cette même période, l'Union soviétique se dote d'une flotte de guerre à la suite du camouflet essuyé lors de l'affaire des fusées soviétiques à Cuba. Une flotte de guerre, c'est bien plus qu'un instrument de guerre efficace qui manquait, certes, à la panoplie soviétique; une flotte de guerre est une projection de puissance, un petit morceau du territoire, que l'on peut promener loin de la patrie et qui sert à faire la démonstration que le pays est puissant et qu'il faut compter avec lui et sa présence lors de tout problème, tout conflit suscité par l'impérialisme.

C'est précisément en Méditerranée que la démonstration de cette projection de puissance est effectuée lors de la troisième guerre israélo-arabe (guerre des six jours, 1967). Afin d'éviter une défaite écrasante de l'Egypte (qu'elle a refusé d'armer en conséquence), l'URSS manie la présence navale devant Israël et le chantage nucléaire envers les USA pour qu'ils stoppent Israël.

LE TOURNANT DE LA POLITIQUE SOVIÉTIQUE EN MÉDITERRANÉE (1967-1976)

La politique de grande puissance de l'Union soviétique en Méditerranée se concrétise dès lors par une présence navale permanente et un commerce d'armes actif. Ceci lui donne le poids nécessaire pour s'instaurer leader du camp arabe et champion de l'antisionisme face aux USA, et permet de prouver ainsi qu'aucun règlement au Moyen-Orient ne peut exister en son absence.

L'Union soviétique justifie ces positions, d'une part par l'internationalisme – la cause arabe est une cause anti-impérialiste – et, d'autre part, par le fait de la proximité à ses frontières d'une région troublée qui peut mettre en péril sa sécurité.

La présence navale soviétique en Méditerranée inquiète au premier chef l'OTAN et les USA qui tentent de restaurer la supériorité de l'Alliance. En vain. En 1973, constatant l'incapacité de l'OTAN à chasser l'Union soviétique de cette mer dont elle est riveraine, l'OTAN adopte la thèse de l'**équilibre des forces**.

Aussi la période 1967-1973 correspond-elle à un spectaculaire accroissement des armements dans la région et à une course à la supériorité qui inquiète les riverains. L'URSS devient le fournisseur de l'Irak, la Syrie, l'Egypte et l'Algérie, pays qui la plupart du temps s'adressent à elle à cause du refus américain de leur fournir des armes qui pouvaient servir contre Israël.

En 1967, la conférence des partis communistes et des forces progressistes de la Méditerranée réunie à Rome par le Parti communiste italien, estime que la paix est troublée en Méditerranée à cause *« de la politique américano-atlantiste »*. Pour ces partis, la présence soviétique *« ne saurait absolument pas être comparée ni dans ses causes ni dans ses effets à la présence américaine, au contraire, cette présence empêche les forces américaines d'agir à leur guise »*.

Seulement quelques pays non-alignés (dont la Yougoslavie et Malte) s'inquiètent de cette présence navale, car le matériel mis en œuvre par l'Union soviétique est loin d'être inoffensif; apparaissent en Méditerranée en 1968, un porte-hélicoptères, du matériel de débarquement, des dragueurs de mines, des bâtiments amphibies, dont la mission classique est d'assurer un débarquement.

Cependant, l'intervention en Tchécoslovaquie et les troubles qu'elle suscite chez certains partis communistes (italien, espagnol, français) déterminent un net changement d'attitude vis-à-vis de la flotte soviétique dont la Yougoslavie se fait l'écho en déclarant :

– *« que la Méditerranée est devenue un terrain de guerre froide et de confrontation Est-Ouest;*

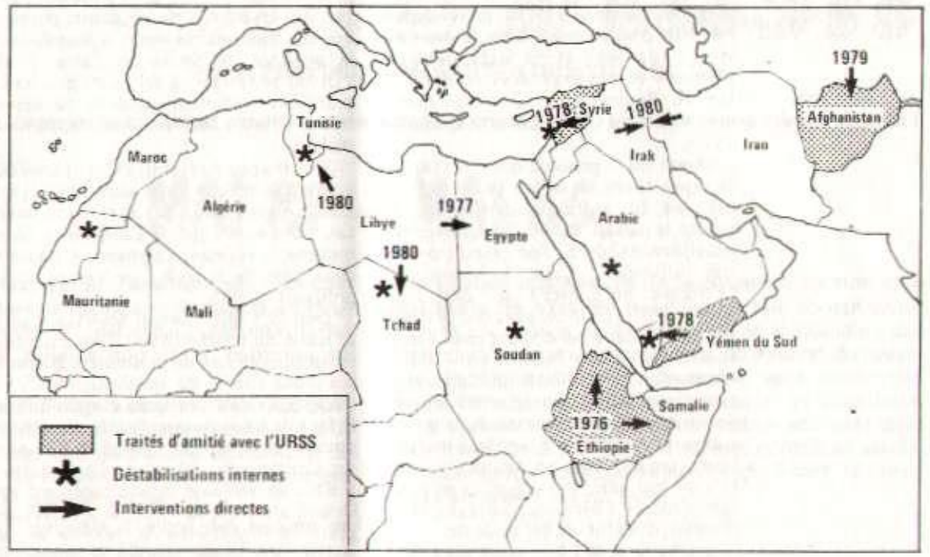
– que *« si la flotte soviétique est un point d'appui pour les Etats arabes dans leur lutte contre l'agression, il ne s'agit pas uniquement de cela, on se trouve en présence d'une nouvelle doctrine navale, de conquêtes de positions face à l'Afrique, de liaison avec les forces navales de l'Atlantique et de l'océan Indien et de présence en Méditerranée* ;

– *aussi affirmer qu'une flotte doit s'en aller* (l'américaine) *alors que l'autre devrait rester, reviendrait à vouloir chasser le Diable en faisant appel à un autre Démon »*.

Durant la période 1970-1974, la France, l'Italie, Malte, l'Espagne, l'Algérie, la Tunisie et la Yougoslavie développent l'idée d'une **Méditerranée aux Méditerranéens** avec l'exclusion des deux flottes. Ce thème ne plaît en aucune façon à l'Union soviétique qui estime qu'elle y jouit de ses droits de riveraine. Les USA l'apprécient encore moins.

Vis-à-vis du problème palestinien, l'Union soviétique ne reconnaît pas l'existence du problème national palestinien avant 1974, c'est-à-dire avant sa reconnaissance officielle par l'Assemblée des Nations Unies qui reçoit Yasser Arafat. C'est seulement en 1976, que la représentation de l'OLP à Moscou accède au titre d'ambassade, et encore l'URSS est le deuxième pays à le faire (après la Chine). Notons surtout le fait qu'à partir de 1973, l'Union soviétique estime représenter les intérêts arabes et s'arroge le droit d'en discuter à ce titre avec les USA, **sans consulter préalablement ses alliés**. La perception soviétique et américaine est égale : il s'agit pour eux d'un conflit entre grandes puissances par pays ou peuples interposés. Cela apparaît bien ainsi aux Européens que les deux puissances excluent d'office d'une quelconque médiation lors de la quatrième guerre israélo-arabe (1973). Cette attitude a pour effet de précipiter une prise de position commune des Européens vis-à-vis du problème palestinien, certes. Mais l'internationalisation du conflit, si elle a pour mérite de poser clairement le problème palestinien et de faire reconnaître mondialement les droits nationaux de ce peuple, a pour résultat négatif, toujours tel, de faire dépendre tout règlement d'un accord préalable entre les deux grandes puissances dont les intérêts ne coïncident pas avec ceux des pays de la région.

LES ACTIVITES SOVIETIQUES EN MEDITERRANEE, AU PROCHE ET MOYEN-ORIENT



Pour les USA, cela paraît clair : leurs intérêts sont contraires à ceux des Palestiniens (et même en définitive à ceux du peuple israélien qui souhaiterait vivre en paix). Pour l'Union soviétique, cela paraît moins clair, car au niveau du discours elle reste le ferme défenseur de la cause palestinienne.

Cependant, depuis 1974, quelques faits montrent que l'Union soviétique mène au Moyen-Orient une politique personnelle qui, à ce titre, peut se servir de la cause palestinienne et servir aussi à la cause palestinienne.

– En 1976, l'Egypte annule spectaculairement son traité avec l'URSS pour cause d'ingérence dans ses affaires intérieures, mais surtout pour l'impossibilité de se servir de son armement sans l'autorisation de Moscou; l'Egypte fait l'expérience de ce qu'elle a servi de moyen de pression pour l'Union soviétique contre les USA, à un moment où Brejnev négocie les accords SALT II qui consacrent l'égalité entre les deux superpuissances et le fait qu'elles décident en commun de la destinée de l'humanité.

– En 1977, l'Union soviétique signe une déclaration conjointe avec les USA sur le règlement du Proche-Orient; ils se mettent d'accord tous les deux pour la première fois sur une démarche commune à adopter pour envisager la paix, ce faisant l'URSS ne mentionne ni l'OLP ni le droit national des Palestiniens, laissant entendre que le conflit est uniquement israélo-arabe. Au même moment, l'Union soviétique pour acheter du blé aux Américains, assouplit à leur demande les règles d'émigration des Juifs soviétiques vers Israël.

– En 1978, après la signature de l'accord de paix israélo-égyptien, l'URSS exclue de cette intiative par Carter, condamne l'Egype et repense une nouvelle disposition des forces dans le monde arabe entre Arabes réactionnaires (c'est-à-dire l'Egypte et ceux qui sans soutenir l'Egypte refusent de la condamner absolument) et les Arabes progressistes, c'est-à-dire les anti-Egyptiens.

DEPUIS 1976 : DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVISME SOVIÉTIQUE DANS LA RÉGION

Depuis 1976, la politique extérieure de Brejnev dans cette région se marque par un changement net : d'une part, par un déplacement de l'axe géographique du Moyen-Orient vers la mer Rouge, la Corne de l'Afrique, et le golfe Persique, et d'autre part, par les méthodes employées qui vont de l'assassinat à l'action terroriste, à l'armement de guérilla, à l'intervention militaire indirecte puis directe.

Si l'on examine la carte ci-dessus, on constate la corrélation étroite entre les actes de subversion interne (coups d'Etat, assassinats), les guerres frontalières et les pays qui ont un traité avec l'URSS ou qui votent avec elle dans les assemblées de l'ONU.

Il semble que la politique extérieure de Khrouchtchev et celle de Brejnev à ses débuts reposait sur la simple alliance ou même la simple entente avec l'URSS. Il suffisait donc de peu de choses pour que ces pays fassent partie des amis de l'URSS, voire de son camp ou des pays sous son influence sans que cela se concrétise par un acte d'allégeance ostentatoire (signature d'un traité d'amitié, entrée dans le COMECON, etc.). Or, l'exemple du revirement de l'Egypte n'a pu que faire réfléchir les Soviétiques qui y ont subi le même sort que les Américains en 1956 : Anouar El Sadate les a traités comme une quelconque puissance impérialiste et dans les mêmes termes – *« ingérence dans les affaires intérieures », « conspiration, espionnage »* – sans que soit fait référence au caractère particulier de l'URSS, « pays socialiste ». Si pour les USA, le communisme soviétique avait subi une défaite éclatante en Egypte, pour Sadate ce n'était que le rejet d'une mainmise impérialiste. La nuance compte, car l'Union soviéti-

que cultive sa particularité et refuse à tout prix d'être considérée comme une puissance impérialiste bien sûr, mais surtout d'être mise dans le même sac que les Etats-Unis – ce dont les pays du Tiers Monde ne se sont pas privés depuis 1973 en parlant des «riches et des pauvres», «du Nord et du Sud», des «exploiteurs et des exploités», comme l'a fait H. Boumédienne à la Conférence des non-alignés à Alger en septembre 1973.

Aussi est-il possible que l'Union soviétique, tirant les leçons de cet état de fait, ait été entraînée dans l'idée de rendre le passage dans l'alliance avec elle quasi irréversible. Si l'on prend trois cas très différents : Cuba, le Vietnam et l'Ethiopie, on constate que depuis les années 75-76 ces trois pays ont développé une politique personnelle envers leurs voisins (militaires cubains en Afrique, occupation vietnamienne du Cambodge, protectorat sur le Laos, guerre Ethiopie-Somalie, puis continuation de la guerre contre l'Erythrée) qui contente leurs intérêts propres tout en servant les intérêts de leur allié, sans lequel ils ne pourraient mener à bien ces politiques, faute d'armes, d'argent, de blé et de riz.

La Syrie et la Libye pourraient faire partie de cette catégorie, à la grosse différence près que ces deux pays ont des moyens qui leur permettraient de se passer de cette alliance s'ils le jugeaient utile.

L'Union soviétique a donc déterminé la création de *«bras armés»* destinés à briser la réaction et le féodalisme et à apporter la «libération» aux peuples même s'ils n'ont pas envie d'être envahis pour cela. Dans le même temps, diverses actions terroristes, aux deux Yémen, en Arabie Saoudite, à Oman, au Soudan, en Egypte (que l'on ne peut imputer à l'Iran qui n'était pas encore khomeiniste, ni aux intégristes qui n'en n'étaient pas encore là) se soldent par des assassinats de dirigeants politiques bourgeois, tandis que des mercenaires venus d'Angola tentent de s'emparer de la province du Shaba au Zaïre. Tout cela met en cause l'Union soviétique, à tel point que les chefs d'Etat des Etats pétroliers s'estiment menacés de subversion interne, destinée à affaiblir leur pouvoir, désorganiser la production pétrolière.

En très peu de temps, l'Union soviétique perd le capital de sympathie qu'elle avait dans les pays arabes, et définitivement en tout cas, à la suite de son intervention en Afghanistan, condamnée par la Conférence islamique qui décide de soutenir la résistance afghane. A l'Assemblée de l'ONU, seuls deux pays de la région, le Yémen du Sud et l'Ethiopie, approuvent l'URSS.

Depuis 1980, l'Union soviétique semble avoir disparu de la scène du Proche-Orient : ses absences de réaction ont été remarquables lors de la dernière guerre libanaise. Dans le cadre d'une rivalité de puissance, les USA de Reagan ont repris l'avantage en Méditerranée et dans le Proche et Moyen-Orient. Il faut dire que la querelle des euromissiles est arrivée à point nommé pour obliger l'URSS à concentrer toutes ses forces sur l'Europe qui est pour elle la question vitale, et donc à mettre en veilleuse momentanément son action au Moyen-Orient, alors que la vieillesse a handicapé ses chefs et que la guerre en Afghanistan l'immobilise en partie.

Pourtant, il est illusoire de croire que l'Union soviétique puisse se désintéresser de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Il est vrai, le développement de facteurs internes à chaque pays de la région, comme c'est le cas du conflit Iran-Irak ou du développement de l'intégrisme islamique qui rejettent aussi bien le capitalisme que le communisme, déroute complètement l'URSS comme les USA; car ces faits ne cadrent plus très bien dans l'analyse Est-Ouest, bipolaire, du monde que les deux grandes puissances possèdent en commun et contradictoirement.

Estelle DELMAS

L'URSS ET LE TIERS MONDE

Depuis 1975, l'URSS a fait quelques percées remarquées en direction du Tiers Monde, établissant son influence de manière spectaculaire dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie. Il est important aujourd'hui de réfléchir à la question des relations de l'URSS avec les pays du Tiers Monde, de voir quelles en sont les caractéristiques, l'histoire, et, si possible, leur avenir. Ce n'est pas chose facile. Il y a peu d'articles, d'ouvrages, de documentation sur ce sujet, encore moins de synthèses. En particulier du côté soviétique*. Ce n'est pas le PCF qui nous contredira : dans un ouvrage récent, intitulé *«Les pays socialistes dans le monde contemporain»*** et qui ne comprend pas moins de 250 pages, 12 seulement ne font qu'effleurer le sujet. Cela nous a parfois conduits à nous servir de sources américaines. Cependant, elles peuvent être sujettes à caution, dans la mesure où les USA s'en servent dans leur rivalité avec l'URSS pour la domination mondiale.

Enfin, il faut garder à l'esprit que l'URSS n'est pas la première puissance dans le Tiers Monde. Si on prend le seul exemple des ventes d'armes, l'URSS est certes le deuxième marchand d'armes de la planète, mais elle n'occupe que 25% du marché, alors que les USA –qui sont les premiers– tiennent près de la moitié de ce marché. C'est dire que la disproportion entre les deux superpuissances est importante et que l'URSS occupe une place encore modeste –même si spectaculaire et efficace– par rapport à sa rivale.

* Par exemple, Leonid Brejnev, au XXVIe Congrès du PCUS, y consacre cinq pages sur les 112 que compte le rapport.
** Numéro 9, de juillet-août-septembre 1983 de la revue *Recherches Internationales*.

PCML Flash
PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE – Mai 1985
ISSN 0754-2143

MAI 81 – MAI 85

Quatre ans après l'élection de François Mitterrand et la mise en place d'un gouvernement de gauche, la situation des travailleurs et des milieux populaires continue de s'aggraver :

–en 4 ans, le chômage a augmenté de 700 000, sa durée s'allonge. Même si le gouvernement a pris de nouvelles mesures qui stabilisent le nombre de chômeurs (TUC, formation), le nombre d'emplois diminue de 200 000 chaque année;

–la baisse du pouvoir d'achat des salaires se poursuit, pour la troisième année consécutive;

–les remises en cause de la protection sociale sont sensibles, en particulier quant à l'indemnisation du chômage.

Plus généralement, la situation en mai 1985 est marquée par :

LA POURSUITE DE L'OFFENSIVE DU PATRONAT DANS TOUS LES DOMAINES

Dans la course au profit maximum, il ferme les entreprises qu'il juge les moins rentables, rentabilise au maximum les autres, spécule et exporte ses capitaux, mais investit peu en France. Il met en œuvre sur le terrain ses exigences de flexibilité et veut contraindre syndicats et gouvernement à aller encore plus loin pour faire disparaître une partie essentielle des droits des travailleurs et des droits syndicaux.

LA RADICALISATION DE LA DROITE ET DE SES EXTREMES

La droite et ses extrêmes ont élaboré des projets dont la mise en œuvre –déjà engagée localement et régionalement grâce à ses points d'appui dans les municipalités, départements, régions– conduirait à une brutale aggravation de la situation économique et sociale de tous les travailleurs; elle constituerait un pas en arrière considérable dans le domaine des libertés démocratiques. Animée de l'esprit de revanche, la droite dans son ensemble veut porter des coups décisifs au mouvement ouvrier et populaire. Développant des thèses xénophobes et l'idéologie sécuritaire, la droite a directement contribué au développement et à l'enracinement du Front national et à l'extension du racisme.

LA POURSUITE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE D'AUSTERITE POUR LES TRAVAILLEURS ET DE REDEPLOIEMENT DES CAPITAUX

Acceptant et revendiquant l'insertion de la France dans le marché mondial tel qu'il est, le gouvernement a désindexé les salaires, engagé une politique de restructuration supprimant des dizaines de milliers d'emplois. Il a organisé le transfert de ressources des poches des travailleurs vers les profits des entreprises (qui ont retrouvé leur niveau record d'avant la crise) et agi de plus en plus en faveur des capitaux et de leur redéploiement. Le gouvernement est ainsi directement responsable de la montée du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat, terrain sur lequel s'appuie la montée du Front national.

L'APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER ET POPULAIRE

Cette crise se manifeste par la poursuite de la désyndicalisation comme par le désarroi croissant dans les rangs populaires. La division continue à affaiblir les travailleurs, comme c'est le cas le 1er Mai à Paris et dans de nombreuses autres villes.

Une telle aggravation de la situation est-elle fatale? Non, mais à condition d'agir quotidiennement pour défendre les travailleurs contre toutes les attaques qui les frappent; de développer l'unité d'action des organisations du mouvement ouvrier et populaire, sur des objectifs précis, même limités, et la solidarité populaire; de définir ensemble les orientations pour une autre politique, une autre manière de faire de la politique, afin de forger une alternative.

POUR LE DROIT AU TRAVAIL POUR TOUS!

DÉFENDRE LE DROIT AU TRAVAIL POUR TOUS IMPLIQUE D'ABORD DE LUTTER :

—contre les restructurations, les suppressions d'emplois et les licenciements, qu'ils soient l'œuvre du patronat comme du gouvernement;

—pour défendre le pouvoir d'achat contre la politique d'austérité;

—pour les droits des chômeurs, en particulier contre la régression du système d'indemnisation;

—pour l'égalité des droits de tous ceux qui sont touchés par les suppressions d'emplois et les licenciements (droit à une véritable formation qualifiante, reclassements...);

—pour l'égalité complète des droits des travailleurs, en particulier entre Français et immigrés.

CELA NÉCESSITE AUSSI D'AGIR POUR UNE AUTRE POLITIQUE, EN RUPTURE AVEC LE SYSTEME CAPITALISTE-IMPÉRIALISTE, ENCLENCHANT UN PROCESSUS PERMETTANT DE CRÉER MASSIVEMENT DES EMPLOIS RÉELLEMENT UTILES

Cela est possible, à condition à la fois de :

—**réorienter fondamentalement l'économie afin qu'elle ait comme but de satisfaire les besoins populaires** : conditions de vie des chômeurs, conditions de travail, logement, santé, enfance, rénovation du système éducatif, conditions de vie des jeunes, handicapés, maintien des grands équilibres naturels et écologiques... Dans ce but, il faut procéder à une relance économique sélective, mettre en œuvre des investissements créateurs d'emplois utiles, contrôler les importations, lutter contre les gaspillages, réduire à 35 heures la semaine de travail... Il est possible de réorienter ainsi l'économie, en concentrant les moyens disponibles, en utilisant une part sans cesse croissante des 100 milliards consacrés à l'indemnisation du chômage, en contrôlant les marges et plus-values, en augmentant les impôts sur les grandes fortunes, les gros héritages...

—**lever les «contraintes» du marché mondial, résoudre les dépendances économiques et politiques dans le sens d'une plus grande autonomie.** Ceci en combattant la domination du dollar et du marché mondial (politique de taux de change, limitation des importations...), en transformant les relations au sein de la C.E.E. par une renégociation du Traité de Rome;

—**s'inscrire dans le développement du Tiers Monde et élaborer avec lui une nouvelle alliance, basée sur le non-alignement.** Ceci nécessite de remettre en cause la domination de la France sur le Tiers Monde, de négocier des accords bilatéraux avec les pays ou groupes de pays, basés sur l'égalité et les avantages réciproques, négociés sur la base des revendications du Tiers Monde et des intérêts des travailleurs et des milieux populaires de France;

—**lever les obstacles qui, en France même, s'opposent à la mise en œuvre de ces orientations.** Il s'agit de prendre pour cible le capital industriel et financier, dont les représentants ne constituent qu'une infime partie de la population, alors que l'immense majorité est, à des degrés divers, victime du système d'exploitation de l'homme et des peuples.

DEVELOPPER LA SOLIDARITE INTERNATIONALE – DEFENDRE LA PAIX

Dans une situation internationale marquée par la rivalité croissante des deux superpuissances, USA et URSS, pour l'hégémonie mondiale, et par les luttes des peuples et pays du Tiers Monde contre l'impérialisme, pour l'indépendance économique et politique et un nouvel ordre économique international, développer la solidarité internationale implique d'agir :

POUR LE DROIT A L'INDÉPENDANCE DES DERNIERES COLONIES FRANÇAISES

Droit à l'indépendance pour les dernières colonies françaises que sont les DOM-TOM et soutien des luttes de leurs peuples pour recouvrer leur souveraineté sur leurs terres et leurs pays. (Cf. ci-contre).

POUR LA SOLIDARITÉ ET L'ALLIANCE AVEC LE TIERS MONDE

Ce qui nécessite de combattre concrètement toutes les formes de l'impérialisme français (pillage économique, bases militaires, ventes d'armes, essais nucléaires dans le Pacifique...), comme de développer le soutien aux luttes des peuples du Tiers Monde pour leur indépendance et leur liberté (Salvador et Nicaragua, Afrique du Sud et Namibie, Comores, Palestine, Afghanistan, Cambodge...).

POUR DÉFENDRE LA PAIX

Pour un désarmement général, simultané et contrôlé, comportant le démantèlement des bases militaires situées sur des territoires étrangers, la destruction simultanée des armements nucléaires et conventionnels, la dissolution simultanée des deux blocs, l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Un tel désarmement doit commencer par ceux qui sont surarmés et qui sont à la source des dangers croissants qui menacent la paix mondiale, les deux superpuissances, USA et URSS.

CONTRE LE RACISME EGALITE DES DROITS!

Face à la montée du racisme, il faut mettre en œuvre une **démarche nouvelle** qui associe la réalisation de l'égalité totale des droits entre Français et immigrés et une riposte concrète, quotidienne et persévérante sur le terrain.

EGALITÉ DES DROITS

Car ceux qui ont les mêmes devoirs doivent avoir les mêmes droits :

—**droits politiques** : droit de vote et d'être élu, libertés d'expression, d'organisation et les moyens pour que ces libertés soient efficaces;

—**droits sociaux** : droit au logement, à l'éducation, à la santé, dans le travail; généralisation à tous les immigrés de la carte unique de 10 ans, renouvelable automatiquement et non informatisée; refus de toute notion de quota;

—**droit à la sécurité** : répression des auteurs d'attentats, d'assassinats anti-immigrés, ainsi que les pousse-aux-crimes racistes.

RIPOSTE DE TERRAIN, ENSEMBLE, FRANÇAIS ET IMMIGRÉS

Pour agir pour la solution des problèmes générateurs de tensions parmi les milieux populaires : chômage, baisse du pouvoir d'achat, aggravation des conditions de vie, des conditions de logement et de cohabitation dans les quartiers populaires et les grands ensembles; problèmes de l'école; conditions entraînant la petite délinquance, le sentiment d'insécurité, etc.

Pour être efficace, cette riposte doit :

—**être concrète, quotidienne et persévérante;**

—**associer tous ceux qui sont confrontés aux problèmes du terrain** : associations et organisations de l'immigration, associations de locataires et de quartier, animateurs, syndicats ouvriers, enseignants, assistantes sociales, syndicats d'avocats et de magistrats, etc.

INDEPENDANCE POUR LES DERNIERES COLONIES FRANÇAISES

Une nouvelle politique implique de **reconnaître le droit à l'indépendance** des dernières colonies françaises que sont les DOM-TOM : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Nouvelle-Calédonie, Réunion, Polynésie, Mayotte, St-Pierre et Miquelon.

Elle implique de **soutenir concrètement les luttes de leurs peuples** pour recouvrer leur souveraineté sur leurs terres et leurs pays, luttes dont témoigne la Conférence de Guadeloupe des dernières colonies françaises des 5, 6, 7 avril derniers.

Nous soutenons les exigences et revendications exprimées lors de cette Conférence, notamment :

—la **libération immédiate** de tous les militants indépendantistes emprisonnés dans les différentes colonies;

—la **réinscription des colonies françaises** sur la liste des derniers territoires non autonomes devant être décolonisés recensés par la Commission de décolonisation de l'ONU;

—la reconnaissance explicite par la France **du droit à l'indépendance** des peuples colonisés par elle conformément au droit international (Résolution 1514 – XV – de l'ONU) : la France doit engager un processus de leur accession à la pleine souveraineté, et ne doit pas fixer unilatéralement les limites et les conditions de leur décolonisation;

—le **droit de chaque peuple colonisé par la France de choisir**, en fonction de ce qu'il est, ce qu'il fait, ce qu'il pense et croit, **le système d'organisation sociale** le plus apte selon lui à réaliser le développement autocentré et à conduire son pays à une indépendance véritable.

POUR UNE ALTERNATIVE EN 86

Dans un an, les élections législatives et régionales représenteront une échéance importante pour l'avenir des travailleurs et des milieux populaires, leurs emplois, leurs conditions de vie, leurs revendications, leurs capacités d'action et d'intervention. Pour la droite, l'objectif est clair : il ne s'agit pas seulement de revenir au gouvernement, mais de mettre en œuvre ses projets radicalisés, inspirés de l'ultra-libéralisme, par une brutale aggravation des conditions de vie. Plus généralement, il s'agit de prendre sa revanche en portant des coups décisifs à l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire. Face à ces dangers, le Parti socialiste se pose en seule issue et en rassembleur. Mais pour mener quelle politique, sinon de poursuivre la mise en œuvre d'une orientation dont les quatre dernières années ont montré l'échec? Car cette orientation, ne s'attaquant pas aux racines de la crise, n'a pu empêcher l'aggravation du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, des atteintes à la protection sociale, un désarroi croissant dans les rangs populaires, une accélération de la crise du mouvement ouvrier et populaire.

Les élections de mars 1986 ne doivent pas être limitées à ce choix entre la poursuite d'une austérité façonnée par le PS et la revanche que préparent la droite et ses extrêmes. Car cette opposition ne recouvre pas la diversité des intérêts, aspirations et sensibilités, tant nationaux que locaux et régionaux, ni la réalité des oppositions de classe par rapport au système et à sa crise.

Aux quatre coins du pays, des militants, des mouvements populaires, politiques, syndicaux, associatifs, antiracistes, écologistes, de solidarité avec le Tiers Monde, des minorités nationales ou culturelles, des jeunes... tentent de définir une autre voie, une autre politique, une autre façon de faire de la politique, qui permettent de répondre réellement aux aspirations ouvrières et populaires, de lever les différentes contraintes économiques, politiques, institutionnelles sur lesquelles a buté la gauche. Séparés par des origines et histoires différentes, des aspirations et engagements divers, ces militants et mouvements sont aujourd'hui le plus souvent dispersés, isolés. Ensemble, ils peuvent représenter un espoir et une force, capables de peser dans la bataille politique de 1986, comme dans celles qui seront à mener ultérieurement, de jeter les bases d'une alternative politique, d'avoir des élus à l'Assemblée nationale et dans les Conseils régionaux, instruments des combats à venir.

Déjà, plusieurs organisations et mouvements ont exprimé la nécessité de briser l'isolement et l'émiettement des forces, de s'engager dans une démarche de convergence sur des objectifs précis, même limités, mais permettant de faire face aux dangers bien concrets de 86 et de dégager les perspectives d'une alternative. Avancer résolument dans cette direction nécessite de rejeter le repli sur sa propre organisation pour ouvrir largement, sans aucune exclusive, la confrontation, la recherche de ce qui peut rassembler. Et cela, du quartier, de l'usine, du bureau et du village aux plans départemental, régional et national.

Cela exige de rejeter tous les sectarismes, esprits de chapelle ou de donneurs de leçons, les pratiques hégémonistes. Cela oblige aussi au respect complet de la diversité de chacun et de ses aspirations. Telle est la bataille des mois à venir.

Abonnez-vous à notre presse : TRAVAILLEURS mensuel / **PCML Flash** hebdomadaire

(abonnement groupé)

6 mois : 80,00F
12 mois : 150,00F

Je désire
☐ prendre contact avec le PCML
☐ recevoir en spécimen un numéro de TRAVAILLEURS
☐ m'abonner un an (150,00 F) ☐ six mois (80,00 F)

Nom et prénom .....

Adresse et code postal .....

.....

Entreprise .....

A retourner à : PRESSE D'AUJOURD'HUI – B.P. 90 – 75962 Paris Cedex 20

PCML Flash – B.P. 90 – 75962 Paris Cedex 20 – Tél. 16 (1) 366 71 53 – Directeur de publication : M. Cuisinier – Prix : 1,00 F
Abonnement d'un an : 60,00 F – Commission paritaire n°10102 – Imp. Presse d'Aujourd'hui – B.P. 90 – 75962 Paris Cedex 20

LES JUSTIFICATIONS IDÉOLOGIQUES ET POLITIQUES

L'URSS a une attitude ambiguë vis-à-vis du Tiers Monde. En effet, si elle reconnaît l'existence de traits communs à tous les pays en voie de développement, il n'y a pas, pour elle, de « troisième voie », de non-alignement possible.

C'est Primakov* qui déclare par exemple : *« Le vocable de Tiers Monde (...) montre mal ce que ces pays —liés par un même passé historique colonial et par toute une série de facteurs objectifs généraux— ont en commun : bas niveau de développement économique, situation de dépendance "asymétrique" par rapport aux pays capitalistes développés dans le système économique desquels ils se trouvent, économie mixte (secteur socialisé plus économie de marché). (...) Ils présentent certains facteurs généraux tant politiques qu'idéologiques et subjectifs : politique de non-alignement, combat pour la démocratisation des relations économiques internationales et pour un nouvel ordre économique. »*

Néanmoins, selon Primakov, on ne peut pas les appeler Tiers Monde car il faut tenir compte de *« deux notions fondamentales : d'une part, la division du monde contemporain en deux systèmes socio-politiques opposés et, d'autre part, les données de la phase historique actuelle, phase de transition entre le capitalisme et le socialisme. Celles-ci montrent, objectivement, que ces Etats ne peuvent se développer selon une "troisième" voie. »*

Ainsi après avoir fait semblant de reconnaître du bout des lèvres l'existence d'un Tiers Monde avec ses revendications propres, l'URSS nie cette réalité, car pour elle, *« les pays en développement comprennent des Etats qui suivent la voie du capitalisme et d'autres qui suivent celle du socialisme »* (Primakov).

L'URSS a des devoirs particuliers vis-à-vis de ces pays engagés dans la voie socialiste, ou dans la voie non-capitaliste ou encore Etats progressistes (selon les différentes appellations soviétiques). D'abord, *« la coopération de ces Etats avec les pays socialistes est une des principales conditions qui rendent possible une telle évolution »* dans la voie socialiste**. Ensuite, la majeure partie de la population, dans les pays d'Afrique et d'Asie, est paysanne : *« L'histoire a voulu que dans la plupart des Etats d'Asie et d'Afrique, il n'existe pas encore de grande industrie ni une classe ouvrière formée ». « Or, on le sait, les conditions de succès de la révolution dépendent de l'alliance entre prolétariat et paysannerie, le prolétariat ayant pour mission de diriger cette alliance. En l'absence de prolétariat, la responsabilité qui incombe à l'URSS est immense.* **C'est l'URSS qui jouera le rôle de la classe ouvrière**, *d'où seule une alliance avec l'URSS assure les chances de révolution. »****

Quant au non-alignement, il *« n'est pas une troisième voie qui se maintiendrait à égale distance de la politique extérieure des pays impérialistes et de celle des pays socialistes. (...) Comme le montrent les expériences de l'Algérie, de la Guinée, de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée-Bissau, de la Tanzanie, de l'Ethiopie, du Yémen, de l'Afghanistan, de l'Inde, etc., le non-alignement constitue un important facteur de paix ; il favorise la création de conditions permettant un développement économique plus rapide des jeunes Etats nationaux. » « Les principes de coexistence pacifique et de non-alignement font obstacle à l'agression impérialiste ; ils constituent une passerelle entre les jeunes Etats nationaux d'Asie et d'Afrique et les pays socialistes dans leur lutte commune pour le progrès social. »****

Extrait de « Atlas stratégique » de Gérard Chaliand. Ed. Atlas 1983

Et Fidel Castro d'ajouter, en septembre 1973, à la Conférence des pays non-alignés : *« Toute tentative d'opposer les pays non-alignés au camp socialiste est profondément contre-révolutionnaire et profite exclusivement aux impérialistes ».*

Ainsi, si le Tiers Monde n'existe pas et si le non-alignement est anti-impérialiste (ce que nous ne contestons pas) et donc allié objectivement à la politique extérieure des pays socialistes, c'est-à-dire de l'URSS, quelle est l'attitude du Kremlin par rapport aux revendications du « Sud » ? L'URSS estime ne pas faire partie du « Nord » puisqu'elle n'est pas une puissance coloniale et qu'elle ne porte pas de responsabilités dans la situation de sous-développement des pays du Tiers Monde. Les revendications des pays du Sud ne la concernent donc pas.

UNE TYPOLOGIE

En nous aidant de l'article de F. Geze, intitulé *« L'URSS en Europe de l'Est et dans le Tiers Monde »*, nous allons dresser une typologie des pays du Tiers Monde en fonction des relations qu'ils ont avec l'URSS.

1. Ceux qui entretiennent des liens très privilégiés avec l'Union soviétique. Ce sont les membres non européens du

---

* E. Primakov : « Problèmes des pays en développement » *Kommounist* n°11 1978. Cité dans *Problèmes politiques et sociaux* n°442 du 18 juin 1982.

** Khrouchtchev, cité par Catherine Quiminal (voir note ***).

*** Catherine Quiminal : « L'URSS : "l'expansionnisme soviétique", quelle réalité? Stratégie mondiale de l'URSS ». Colloque *Vers quel nouvel ordre mondial ?* – Université Paris VIII. (C'est nous qui soulignons).

**** B.G. Gafourov : « Le grand Octobre et le mouvement de libération nationale ». *Vestnik Akademii SSSR* n°12 1977. Cité dans *Problèmes politiques et sociaux* n°442 du 18 juin 1982.

TRAITÉS D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION DE L'URSS DANS LE TIERS MONDE			
PAYS	DATE DE SIGNATURE	DURÉE (en années)	DATE D'ABROGATION
Chine	14 février 1950	30	3 avril 1979
Egypte	27 mai 1971	15	14 mars 1976
Inde	9 août 1971	20	
Irak	9 avril 1972	15	
Somalie	11 juillet 1974	20	13 novembre 1977
Angola	8 octobre 1976	20	
Mozambique	31 mars 1977	20	
Vietnam	3 novembre 1978	25	
Ethiopie	20 novembre 1978	20	
Afghanistan	5 décembre 1978	20	
Yémen (R.P.D.Y.)	25 octobre 1979	20	
Syrie	8 octobre 1980	20	
Congo	13 mai 1981	20	

CAEM* : Cuba, le Laos, le Vietnam, la Mongolie. Ils sont les pays qui entretiennent les rapports les plus étroits, y compris sur le plan économique.

2. Les «pays amis». Il s'agit des pays se réclamant du «marxisme-léninisme» ou se situant à la «gauche» du mouvement des non-alignés. On peut citer notamment : l'Afghanistan, la Syrie, le Cambodge, l'Angola, le Mozambique, la Libye, l'Ethiopie, la Guinée-Bissau ou le Yémen du Sud.

Mais on peut distinguer deux sortes de pays : ceux qui ont développé leurs liens avec l'URSS après la victoire d'un mouvement de libération nationale (Angola, par exemple) et ceux qui ont développé ces liens après un coup d'Etat ou un changement brutal d'orientation politique.

Les exemples du Mali en 1968, du Soudan (1971), de l'Egypte (1974) ou de la Somalie (1977) montrent que les liens établis avec cette dernière catégorie de pays sont particulièrement fragiles.

«Sur le plan économique, on peut dire très schématiquement que l'aide apportée est quantitativement modeste et qu'elle n'est pas quantitativement différente de celle apportée par les pays capitalistes développés.» (F. Gèze). Mais l'aide la plus significative est l'aide militaire. *«Dans la mesure où les relations avec ces pays tendent à reposer de plus en plus sur l'aide militaire, celles-ci restent fragiles et —j'insiste sur ce point— elles sont très loin d'avoir la force des relations de domination, de dépendance et d'imbrication réciproque que les Etats-Unis et les pays impérialistes européens ont développées au cours des années avec les autres pays du Tiers Monde.»* (F. Gèze).

3. Les pays situés dans le camp occidental. L'URSS a tendance à développer avec ces pays des rapports économiques *«de plus en plus significatifs. C'est le cas du Maroc, avec lequel Moscou a passé en 1980 le plus important accord de coopération économique qu'elle ait jamais conclu avec un pays du Tiers Monde* (pour la mise en valeur des phosphates de Meskala). *C'est le cas de l'Argentine»* (F. Gèze) : en 1981, elle a exporté vers l'URSS les trois quarts de sa récolte de céréales, soit la moitié des importations soviétiques pour cette denrée.

LES CARACTÉRISTIQUES DE L'AIDE SOVIÉTIQUE

L'URSS poursuit deux objectifs dans le Tiers Monde : se donner un statut de puissance mondiale, dans la mesure où les intérêts régionaux des pays en voie de développement se confondent avec les intérêts soviétiques mondiaux, et, d'autre part, en tant que grande puissance, réduire sinon éliminer l'influence et la puissance de ses rivaux, les USA et les pays impérialistes occidentaux.

Le Tiers Monde offre aussi un marché à l'URSS pour ses produits commerciaux, mais aussi ses armes et il constitue une source de matières premières. Enfin, le Tiers Monde présente une dimension stratégique non négligeable puisque nombre des régions stratégiques cruciales, en particulier les détroits —goulets d'étranglement de la navigation internationale— se trouvent situés dans le Tiers Monde.

Si l'URSS cherche ainsi à étendre son champ d'action et son influence dans les pays en voie de développement, à contrer et réduire la présence occidentale et à couper l'Occident des régions stratégiques vitales, elle ne le fait pas n'importe comment et dose soigneusement son aide.

En particulier, un groupe de pays reçoit la majeure partie de l'aide soviétique. Ce sont les pays dits de la *«zone de libération nationale»*. Cette zone s'étend de l'Afrique du Nord à l'Asie du Sud en passant par le Moyen-Orient. Cette zone est d'une importance capitale pour l'URSS en raison des matières premières stratégiques et des ressources humaines qu'elle recèle, des voies de communication qui la traversent (nombre de détroits s'y trouvent en particulier) et de sa situation géographique adjacente à l'URSS et aux pays de l'Est.**

De 1945 à 1972, l'URSS a distribué 8,2 milliards de dollars en aide économique à 44 pays en voie de développement. 75% de ces fonds sont allés à des Etats de cette zone : l'Afghanistan, l'Egypte, l'Inde, l'Irak et la Turquie en ont reçu 65%.

De 1964 à 1972, c'est 80% des 4,4 milliards de dollars de l'aide soviétique qui sont allés au Moyen-Orient.

De 1955 à 1972, 8,5 milliards de dollars ont été dépensés au titre de l'aide militaire. 90% de cette aide sont allés à huit pays de la zone de libération nationale : l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie et l'Irak ont reçu 70% de cette aide.

LES MOYENS DE LA POLITIQUE SOVIÉTIQUE

Le revirement de l'Egypte et de la Somalie qui ont rompu brutalement avec l'aide soviétique a amené des modifications

*** CAEM : Conseil d'Aide Economique Mutuelle (en anglais : COMECON).**

**** «La politique de l'URSS dans le Tiers Monde et la réponse des Etats-Unis». Rapport préparé pour la Commission des Affaires étrangères de la chambre des Représentants. USA mars 1981. Cité dans** *Problèmes politiques et sociaux* **n°442 du 18 juin 1982.**

dans la conception soviétique des alliances entre elle et les pays du Tiers Monde.

*«La fonction des alliés est moins de lui assurer des avantages stratégiques définitifs que de modifier l'équilibre des positions existantes et de lui assurer des possibilités variées d'action par-delà les pays intéressés.»** *«Tous les degrés existent désormais dans ce qui constitue, en dépit des apparences, un réseau cohérent d'alliances, de* **l'allié total** *dans l'Est européen, au* **voisin tolérant** *qui, tel l'Iran d'avant 1978, feint d'ignorer que des avions militaires soviétiques survolent son territoire, lui permettant ainsi d'accéder vite à l'océan Indien.»**

Chassée ou exclue de certains pays, l'URSS effectue autour d'eux une sorte de mouvement tournant qui les isole et affaiblit la portée de leur engagement dans le camp occidental.

Elle recherche auprès de ses alliés, amis ou clients, des avantages divers. Aux bases proprement dites, elle *«préfère désormais des installations portuaires de fortune, légères, maniables, que l'on peut, lorsqu'intervient la rupture avec un allié, déplacer vers un autre allié. Au lieu de bases, elle négocie systématiquement des facilités navales et portuaires».**

Il existe encore d'autres moyens pour s'assurer des points d'appui stratégiques, en combinant par exemple programmes d'aide économique et projets militaires : construction d'aérodromes et d'aéroports, amélioration des installations portuaires et navales, extension des réseaux de transports et création de voies routières, octroi de droits de survol et développement des possibilités de l'aviation indigène. D'autre part, l'URSS a développé sa marine et son aviation. Elle a montré à plusieurs reprises sa capacité à intervenir soit rapidement (Afghanistan en 1979) soit dans des zones éloignées d'elle (Angola en 1975) en organisant de véritables ponts aériens.

Elle cherche à intervenir rapidement dans toute zone de crise, mais sans rechercher la confrontation : *«Lorsqu'au Zaïre, la France menace d'intervenir, ce n'est pas la crainte d'une improbable infériorité qui fait reculer l'URSS, mais tout simplement que sa stratégie exclut la compétition sur le terrain. La volonté d'intervention française mine d'emblée la tentative de déstabilisation politique au Zaïre.»** A cela, il faut ajouter le rôle de pays tiers, comme l'Irak, la Syrie ou la Libye, comme dépositaires et distributeurs d'armes.

L'AIDE ÉCONOMIQUE ET MILITAIRE

Les 2/3 des 47 milliards de dollars d'engagements contractés par l'URSS et près des 3/4 des 32 milliards de dollars de livraisons effectuées depuis 1954, ont porté sur des prestations à caractère militaire. Au début, l'aide économique était sensiblement égale à l'aide militaire. Depuis une dizaine d'années, l'aide militaire est 2,5 fois plus importante que l'aide économique.

L'aide économique est aujourd'hui encore réservée à un petit nombre de bénéficiaires, auxquels sont alloués des crédits importants, destinés à la réalisation de gros projets industriels très spectaculaires dans le secteur public. La quasi-totalité de l'aide est liée à des achats d'équipements en URSS. Par ailleurs, une assistance technique très large est fournie aux pays bénéficiaires (en 77 et 78, c'est près de 28 000 techniciens qui ont été envoyés par l'URSS). La quasi-totalité de l'aide (95%) doit être remboursée. Enfin, l'URSS passe de plus en plus de contrats *«mutuellement avantageux»* : les apports soviétiques de machines et d'équipements, ou les gros travaux, sont compensés par des livraisons de produits primaires. L'URSS a pu ainsi se procurer du pétrole en Algérie et en Irak, du gaz naturel en Iran et Afghanistan, de la bauxite en Guinée, de l'étain en Bolivie, du plomb et du zinc au Congo, bientôt des phosphates marocains et du tungstène algérien.

Selon F. Gèze, si l'URSS accroît ainsi ses importations de matières premières, c'est moins pour des besoins internes que pour les besoins de sa domination sur les pays de l'Est. Car *«les exportations de matières premières (énergétiques et minérales principalement) jouent un rôle essentiel dans la domination économique qu'exerce l'URSS sur les pays européens du CAEM»*. Il prend pour exemple les phosphates dont l'URSS est le deuxième producteur mondial. Au cours des années 70, les exportations soviétiques d'engrais phosphatés représentaient les deux tiers des importations des pays de l'Est. Par suite des difficultés économiques que connaît l'URSS et des gaspillages, le danger existe de voir réduire cette capacité exportatrice, *«ce qui la priverait de la domination économique qu'elle exerce sur les pays est-européens. Ce n'est donc pas un hasard si on a vu se développer (dans le secteur des phosphates en particulier) d'importants accords de "coproduction" ou d'importation de matières premières avec des pays du Tiers Monde»*. Il faut cependant noter que depuis 1977-78, les conditions de remboursement sont plus dures et les prix des ventes d'armes plus élevés. *«Elle-même en quête de financement pour acquitter la facture de ses achats de technologies occidentales, l'URSS exige de plus en plus souvent que le montant de ses ventes d'armes lui soit réglé comptant et en devises convertibles.»***

D'une même transaction, l'URSS atteint deux objectifs. Elle améliore les bases de son influence locale : la technologie avancée des armes qu'elle fournit et la relation de dépendance créée par ces ventes sont autant de facteurs de cette influence. Elle allège d'autre part la charge de sa trésorerie. Une autre raison de la militarisation de l'aide soviétique tient, selon D. Pineye au fait que l'URSS et les pays du Tiers Monde sont quasiment en concurrence, comme le montre le tableau : l'URSS et les pays en voie de développement ont pratiquement la même structure dans leurs échanges.

	URSS	Tiers Monde
part dans les importations :		
machines, moyens de transports, produits manufacturés	60,7%	56,2%
produits alimentaires, boissons, tabacs	20,2%	10,9%
part dans les exportations :		
combustibles minéraux	42,2%	56,7%

Source : Yearbook of International Trade Statistics 1980, ONU. Le tableau se lit comme suit : la part des machines... dans les importations de l'URSS est de 60,7%.

Et il note : *«Les implications stratégiques mises à part, la forte augmentation des livraisons soviétiques d'armements depuis 1973 pourrait s'expliquer par des motivations économiques. Si tel est bien le cas, cela ressemble fort à une fuite*

*** Hélène Carrère d'Encausse : «La puissance soviétique aujourd'hui».** *Relations Internationales* **n°17, printemps 1979.**

**** Daniel Pineye : «Etat de la puissance soviétique dans le Tiers Monde».** *Le Courrier des Pays de l'Est* **n°265, septembre 1982.**

*en avant ; comme si l'URSS se sentait prise au piège de sa dépendance financière vis-à-vis de l'Occident.»** Il conclut : *« Le début des années 80 trouve l'URSS dans une situation de dépendance accrue envers les pays du Sud où elle doit se procurer les devises fortes et les matières premières nécessaires à l'extension ultérieure de sa puissance. A l'avenir, cette dépendance pourrait se renforcer, surtout si l'Occident recourt aux mesures d'embargo dont il la menace. Elle serait alors contrainte de s'approvisionner sur des marchés clandestins où tout enlèvement se paie comptant et en devises. Pour accroître ses ressources, on la verrait alors franchir un pas de plus dans l'escalade de l'aide militaire.»*

POUR CONCLURE

Les relations que l'URSS entretient avec le Tiers Monde sont *«multiformes, flexibles, elles utilisent toutes les voies : militaires, politiques, économiques. L'URSS cherche moins à s'assurer des alliés indéfectibles qu'à démontrer sa capacité à être présente partout à tout moment, et à mettre en question les intérêts ou la sécurité des Etats occidentaux»***. Elle est relayée dans son action par certains Etats : Cuba, le Vietnam et l'Allemagne de l'Est qui intervient de façon croissante dans le Tiers Monde.

L'URSS a une attitude sensiblement différente des pays impérialistes « classiques », même si elle s'en rapproche par certains traits. Elle s'en différencie par l'importance de son aide militaire (comparée à l'aide économique), par la similitude, dans la structure de ses échanges, avec les pays en voie de développement. Elle s'en rapproche par certaines caractéristiques de l'aide économique.

Cependant, si l'URSS est différente, elle n'en a pas moins des positions propres quant au Tiers Monde et à ses revendications. L'URSS continue à distinguer dans le Tiers Monde deux sortes de pays : *« Les uns, après leur libération, ont suivi la voie démocratique révolutionnaire. Dans d'autres se sont affirmés les rapports capitalistes. Certains appliquent une politique véritablement indépendante, d'autres s'alignent aujourd'hui sur la politique de l'impérialisme.»**** Elle nie donc l'existence d'un Tiers Monde ayant des intérêts communs. *« Au milieu des années 70, les anciens pays coloniaux ont posé la question de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. La restructuration des relations internationales sur une base démocratique, sur les principes de l'égalité en droits, est une loi objective de l'histoire. (...) Mais, bien entendu, il ne faut pas ramener la question, comme on le fait parfois, aux différences existant entre le "Nord riche" et le "Sud pauvre".»**** L'URSS refuse donc et s'oppose aux revendications du Tiers Monde vis-à-vis du « Nord », c'est-à-dire d'abord aux deux superpuissances et aux pays impérialistes.

Enfin, *« il ne doit faire, camarades, aucun doute pour personne que le* **PCUS continuera à appliquer de façon conséquente une politique visant à développer la coopération de l'URSS avec les pays libérés, à consolider l'alliance du socialisme mondial et du mouvement de libération nationale»***, en un mot continuera à diviser, à distinguer pays « progressistes » et pays « réactionnaires ».

Yves PORTEL

*** Daniel Pineye : « Etat de la puissance soviétique dans le Tiers Monde ». *Le Courrier des Pays de l'Est* n°265, septembre 1982.**
**** Hélène Carrère d'Encausse : « La puissance soviétique aujourd'hui ». *Relations Internationales* n°17, printemps 1979.**
***** Rapport de L. Brejnev au XXVIe Congrès du PCUS. Intitulé : « Rapport d'activité du CC du PCUS au XXVIe Congrès du PCUS et tâches immédiates du parti en politique intérieure et extérieure ». Ed. de Moscou 1981. — souligné dans le texte original.**

DOCUMENTS

A la suite d'un séjour en Chine en 1984, le rédacteur en chef de la *Revue de Politique internationale* yougoslave, Ranko Petkovic, a publié une série d'articles concernant la Chine et ses relations avec le monde. Nous reproduisons ici trois de ces articles : *« La Chine et les pays du "Tiers Monde"»* (n°837, 20 février 1985), *« La Chine et les Etats-Unis»* (n°834, 5 janvier 1985) et *« La Chine et l'Union soviétique»* (n°833, 20 décembre 1984). D'autres articles ont été publiés : *« Soyez les bienvenus en Chine »*, *« Un seul pays – deux systèmes »*, *« La Chine et ses voisins asiatiques »*, *« La Chine et les pays européens »*.

La *Revue de Politique internationale* est éditée par la Maison de Presse et d'édition *« Jugoslovenska Stvarnost »* ; elle possède six éditions bimensuelles en langues serbo-croate, française, anglaise, allemande, russe et espagnole. Elle est une *« tribune libre servant aux échanges d'opinions sur les questions de la politique et de l'économie internationales, du droit, de la science et de la culture. Une rubrique permanente est consacrée aux réalités yougoslaves »*. Elle bénéficie de la collaboration d'auteurs yougoslaves et internationaux, *« les articles signés n'engageant que la responsabilité de leurs auteurs »*. Son adresse : Nemanjina 34 Belgrade BP 413. Téléphone 641.546 ou 643.493.

La Chine et les pays du « Tiers Monde »

La Chine est à la fois une grande puissance, un Etat socialiste et un pays en développement. C'est en cette triple qualité qu'elle fait fortement sentir sa présence dans les relations internationales. Mais les Chinois se plaisent à dire, quant à eux, que la Chine est un pays du « Tiers Monde », que, par ses destinées historiques, ses problèmes actuels, ses aspirations et ses buts, elle est indéfectiblement liée aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, c'est-à-dire aux pays en développement.

TROIS PHASES

On distingue trois phases dans l'attitude de la Chine face aux pays du « Tiers Monde » :

—de la fin des années quarante à celle des années cinquante —période marquée essentiellement par la Conférence de Bandoeng (1955) à laquelle la Chine joua un rôle aussi important que constructif— elle s'applique à établir des relations amicales avec tous les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sur la base des principes de la coexistence active et pacifique.

—du début des années soixante à la seconde moitié des années soixante-dix —phase marquée fondamentalement par l'échec de la tentative de Pékin de convoquer une deuxième Conférence de Bandoeng (1965), elle tente de devenir le leader du Tiers Monde sur une plate-forme éminemment anti-soviétique et anti-américaine procédant des buts radicaux que les dirigeants du parti et de l'Etat chinois poursuivent sur la scène internationale.

—de la deuxième moitié des années soixante-dix à nos jours, elle renoue et développe ses relations avec les pays du Tiers Monde suivant les principes de la coexistence active et pacifique, sur la base des principes d'égalité et d'avantage mutuel.

AU CENTRE DE L'ATTENTION : L'AFRIQUE

L'intérêt que la Chine porte à l'Afrique s'est nettement accru après 1960. Par suite, au premier chef, de sa rupture avec l'Union soviétique, qui l'amène non seulement à projeter ses propres intérêts politiques dans les relations internationales, mais aussi à renforcer sa présence et son influence dans le monde. Les possibilités d'étendre son influence en Asie sont alors limitées du fait que de nombreux pays du continent subissent l'emprise des intérêts américains ou sont réfractaires, pour des raisons géopolitiques spécifiques, au renforcement des positions chinoises dans cette partie du globe. En Amérique latine, ces possibilités se ramènent en réalité à une présence idéologique sur la plate-forme des mouvements de guérilla, pour tout dire éphémère et symbolique. L'Afrique apparaît tout naturellement, dans ces conditions, sur le devant de la scène. D'autant plus qu'en 1960 la puissante vague de décolonisation a abouti à la proclamation de l'indépendance d'une vingtaine de nouveaux pays. On est alors fondé à croire qu'avec l'auréole de Bandoeng et son aide politique, mais aussi et surtout économique, scientifique et technique, la Chine parviendra à s'imposer à ces pays non seulement comme un ami sincère mais encore comme le leader « naturel » des Etats du Tiers Monde. La Chine essaye en fait, à sa manière, d'« exporter la révolution en Afrique », mais avec des spécificités que l'on ne saurait négliger : à la différence des superpuissances qui ne choisissent pas les moyens, dans le cadre de leur stratégie globale, pour agrandir leurs sphères d'influence, la Chine s'applique à démontrer la communauté de destin qui la lie à ces pays en lutte contre la domination et l'hégémonie. C'est pourquoi cette phase de l'extension de l'influence de la Chine en Afrique n'a pas laissé un mauvais souvenir. Au contraire : son aide à certains pays africains apparaît encore comme le témoignage d'une amitié agissante et désintéressée. Cette période et ces buts furent balisés par le célèbre périple de deux mois que le premier ministre Zhou Enlai fit en 1964 dans dix pays du continent noir.

La Chine signe alors des accords d'amitié et de coopération avec plusieurs pays d'Asie et d'Afrique : Birmanie, Népal, Mongolie, Afghanistan, Guinée et Cambodge en 1960 ; Indonésie, République populaire démocratique de Corée et Ghana en 1961 ; République populaire démocratique du Yémen, République populaire du Congo et Mali en 1964 ; Tanzanie en 1965. On peut dire que la plupart de ces traités appartiennent déjà à l'histoire.

Une vingtaine d'années se sont écoulées depuis et bien des choses ont changé en Chine et dans le monde. Néanmoins,

l'intérêt que la Chine témoigne à l'Afrique est tout aussi vif. A la fin de 1982 et au début de 1983, le premier ministre Zhao Ziyang a visité en un mois onze pays d'Afrique : Egypte, Algérie, Maroc, Guinée, Gabon, Congo, Zaïre, Zambie, Zimbabwe, Tanzanie et Kenya. Le vice-président du gouvernement Li Peng s'est rendu, en mai 1984, dans cinq Etats arabes et africains : Libye, Tunisie, Soudan, Ile Maurice et Sénégal. Pendant son séjour en Tunisie, Li Peng a rencontré également le leader de l'OLP, Yasser Arafat. En novembre 1984, le vice-président du Conseil Tian Jiyun a fait un voyage dans six pays d'Afrique : Nigéria, Mali, Bénin, Zaïre, Togo et Sierra Leone.

La Chine entretient actuellement des relations diplomatiques avec quarante-sept pays africains. Font exception uniquement les pays qu'elle considère comme étant sous l'emprise de la République sud-africaine ou qui reconnaissent Taïwan, comme le Malawi, le Lesotho, le Swasiland et la Côte-d'Ivoire.

En 1970, l'aide gratuite de la Chine à l'étranger atteignait 600 millions de dollars. C'était à l'époque du plus grand engagement économique de la Chine en Afrique. De 1972 à 1976, quelque 15 000 Chinois construisirent une voie ferrée longue de 1 860 kilomètres (800 millions de dollars) reliant les mines de charbon de Zambie au port de Dar es-Salam en Tanzanie. Les tombes de deux cents travailleurs chinois sont parsemées le long de la ligne; les populations ont conservé le souvenir de ces hommes modestes et valeureux qui tenaient et qui réussirent à se distinguer de beaucoup d'autres venus en Afrique avec des visées néo-colonialistes.

De 1956 à 1972, l'assistance totale de la Chine aux pays en développement a été de 2 milliards 696 millions de dollars dont 1 milliard 322 millions aux Etats d'Afrique. Entre 1979 et 1983, la Chine a participé à la réalisation d'environ 160 projets en Afrique (5 centres médicaux, 39 unités de l'industrie légère et de l'artisanat, 19 domaines agricoles, etc.). En 1981, les Chinois ont entrepris au Nigéria l'implantation d'un ensemble métallurgique et sidérurgique qui fournira 5 millions de tonnes d'acier par an. Ils construisent de grandes cités résidentielles en République arabe du Yémen, en Jordanie et en Algérie où ils participeront également à l'édification d'une voie ferrée de 1 200 kilomètres. Au Maroc, ils construiront un stade de 70 000 places, en Libye une ligne de chemin de fer, tandis qu'en Tunisie ils participeront au creusement d'un grand canal d'irrigation. L'an dernier, la Chine a fait don de 30 000 tonnes de céréales aux pays africains touchés par la sécheresse, laissant entrevoir un nouvel envoi de 50 000 tonnes. Néanmoins, l'aide gratuite qui était de 600 millions de dollars en 1972, était descendue à 50 millions en 1982, ce qui semble indiquer que la Chine a renoncé à ses prétentions d'autrefois d'étendre à tout prix son influence idéologique en Afrique.

Le premier ministre Zhao Ziyang a formulé les «quatre principes» qui fonderont la coopération de son pays avec les Etats africains : égalité et avantage mutuel; recherche de résultats pratiques; variété des formes et progrès commun. Le vice-président Li Peng a élaboré plus avant ce schéma pour en dégager «sept formes» de coopération : (a) programmes de coopération nécessitant des fonds pour des résultats rapides; (b) coopération dans le domaine de la technologie; (c) coopération dans le domaine de la main-d'œuvre (ce qui laisse entrevoir la possibilité pour la Chine d'exporter de la main-d'œuvre); (d) fondation de sociétés mixtes en Afrique et en Chine; (e) promotion des relations commerciales et économiques; (g) coopération en matière administrative.

S'agissant des relations de la Chine avec les Etats arabes, on peut constater qu'elles sont très bonnes. Le premier Etat arabe et africain à avoir reconnu la Chine est l'Egypte (1956). Malgré les accords de Camp David, la Chine n'a pas réduit sa coopération avec l'Egypte. Les Emirats arabes unis sont un des derniers pays avec lesquels la Chine a établi des relations diplomatiques (1er novembre 1984). La Chine reconnaît le droit d'Israël à l'existence, mais elle exige son retrait de tous les territoires arabes occupés et le droit du peuple palestinien à créer son Etat souverain sous la direction de l'OLP.

L'ELARGISSEMENT DES RELATIONS EN AMERIQUE LATINE

A l'époque où ils s'appliquaient à «exporter la révolution», les dirigeants chinois maintenaient des rapports suivis avec diverses fractions de la «guérilla urbaine» en Amérique latine. Cette période et celle de l'orientation définitive de Cuba sur l'URSS est irrémédiablement révolue. A preuve notamment la visite en Chine, du 16 au 19 octobre 1984, du ministre des Affaires étrangères chilien Jaine Del Valle Alliende (la Chine et le Chili ont établi des relations diplomatiques en 1970). Les deux pays ont signé à cette occasion un programme de collaboration culturelle pour 1985 et 1986, et annoncé que le Chili achètera sept centrales hydro-électriques.

Wu Xueqian est le premier ministre chinois des Affaires étrangères à s'être rendu en Amérique latine. Il a séjourné du 1er au 15 août 1984 au Mexique, au Vénézuela, en Argentine et au Brésil. Au Mexique, Wu Xueqian a signé un accord sur l'ouverture de consulats; au Vénézuela, il s'est entretenu de la promotion de la collaboration économique et culturelle; en Argentine, il a signé un accord de collaboration culturelle; au Brésil, il a initié un accord sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et procédé à un échange de notes sur l'ouverture des consulats de Sao Paolo et de Shanghaï.

Les cinq principes de la coexistence active et pacifique doivent sous-tendre la promotion de la coopération sino-latino-américaine sur les plans politique, économique, culturel, scientifique et technologique. L'intérêt est mutuel et la position des deux parties presque identique dans le contexte Nord-Sud. La Chine soutient en particulier les efforts du Groupe de la Contadora en vue d'atténuer les tensions en Amérique centrale.

NUANCES ASIATIQUES

La Chine s'efforce d'améliorer ses relations avec tous les pays d'Asie. En faisant abstraction, dans le présent contexte, de l'URSS et du Japon dont nous avons parlé dans un de nos articles précédents, les relations de la Chine avec les pays d'Asie peuvent être rangées dans plusieurs groupes : le premier comprend les pays avec lesquels la Chine s'affronte violemment sur le plan politique —comme le Vietnam et l'Afghanistan; le deuxième, les pays avec lesquels la Chine s'efforce de résoudre les questions en suspens —comme l'Inde; le troisième, les pays qui «craignent» encore quelque peu la Chine pour des raisons géopolitiques et autres —comme l'Indonésie, Singapour et la Malaisie; le quatrième, les pays avec lesquels la Chine entretient des relations relativement bonnes, comme la Thaïlande et les Philippines; le cinquième, les pays avec lesquels la Chine a des relations vraiment amicales, comme la Birmanie, le Pakistan, le Népal, le Buthan, le Sri Lanka et le Kampuchea démocratique (Sihanouk, Son Sann, Khieu Samphan). Bien que les barrières entre ces groupes soient en réalité bien plus floues que ne le laisse apparaître notre systématisation, les relations de la Chine avec les pays en question vont des «opérations punitives» contre le Vietnam (1979) aux rapports amicaux privilégiés avec la Birmanie, par exemple. Zhou Enlai se rendit de son vivant sept fois en Birmanie, et le président du Parti birman du programme socialiste, U Ne Win, onze fois en Chine. Le nouveau président de l'Union birmane U San Yu a fait le 29 octobre 1984 une visite en Chine.

LA CHINE ET LE MOUVEMENT DES NON-ALIGNES

Dans les années soixante-dix, la Chine adoptait une attitude foncièrement hostile envers la politique et les mouvements des non-alignés pour trois raisons principales :

—parce qu'elle partait de la théorie de la fatalité de la guerre qui était fondamentalement en opposition avec les efforts du mouvement des non-alignés en faveur de la sauvegarde de la paix mondiale;

—parce qu'elle était en conflit avec les deux pays non-alignés les plus influents : avec l'Inde pour des questions frontalières et d'autres problèmes, et avec la Yougoslavie accusée de «révisionnisme»;

—parce qu'elle tentait de faire prévaloir l'idée alternative du mouvement des pays en développement dont elle voulait prendre la tête.

Le rejet des buts dogmatiques et sectaires des protagonistes de la «révolution culturelle» et le retour aux principes de la coexistence active et pacifique ont marqué un revirement des non-alignés. La Chine apporte aujourd'hui un soutien agissant à la réalisation des principes et buts authentiques de la politique et du mouvement de non-alignement. Il n'est plus rare d'entendre dire que la Chine est le plus grand pays non-aligné du monde. Bien qu'elle ne soit pas membre du mouvement, elle en fait partie en un sens du fait qu'elle appartient au monde extérieur aux blocs. Il faut y voir un autre lien fondamental, au plan de l'histoire et même de la civilisation, avec les intérêts et les objectifs des pays du Tiers Monde qui sont, on le sait, les principaux tenants de l'idée de non-alignement.

Ranko PETKOVIC

La Chine et les Etats-Unis

Il y a exactement deux cents ans, le 28 août 1784, le navire de commerce américain *«Empress of China»* accostait dans le port de Canton par le Hangpu, après un voyage de 188 jours. Parti de New York le 22 février, il avait contourné le Cap de Bonne Espérance et traversé deux océans. Ce singulier épisode avait marqué, en fait, l'établissement des relations commerciales américano-chinoises. L'événement a été commémoré cette année à une réunion organisée à Pékin par l'Association chinoise pour l'amitié avec les Etats étrangers.

Au cours des deux derniers siècles, les relations américano-chinoises ont connu bien des hauts et des bas. Toutefois, elles ont traversé les épreuves les plus rudes après la deuxième guerre mondiale, au cours de laquelle —il ne faut pas l'oublier— la Chine et les Etats-Unis ont lutté côte à côte en alliés, contre les militaristes japonais.

UN PROGRES SUBSTANTIEL AU PLAN DES RELATIONS POLITIQUES

C'est à couteaux tirés que les milieux gouvernants des Etats-Unis accueillirent la révolution chinoise qui avait triomphé en 1949. Ils y voyaient non pas la fin du statut semi-féodal et semi-colonial de la Chine, mais une vague inquiétante charriant l'expansion du communisme et le renforcement de l'influence soviétique. Le but stratégique des Etats-Unis ne devait dès lors cesser d'être, jusqu'au début des années soixante-dix, étouffer la Chine populaire par tous les moyens. En même temps, ils avaient créé leur fiction de la Chine —Taïwan, et fait de l'île leur «porte-avions» dans l'espace Asie-Pacifique. On ne sait pas trop ce qu'il y eut de pire dans cette pénible chronique longue de deux décennies : l'affrontement direct de centaines de milliers de volontaires chinois et de soldats américains pendant la guerre de Corée, les pressions psychologiques et militaires exercées sur la Chine au cours de l'intervention armée américaine au Vietnam; l'encerclement de la Chine grâce au système des pactes militaro-politiques occidentaux; les efforts persistants en vue d'empêcher la République populaire de Chine de prendre sa place légitime aux Nations Unies ou le boycottage économique total de la Chine.

La rupture entre la Chine et l'URSS et le retrait des Etats-Unis du Vietnam devaient faire émerger une conjoncture où l'on pouvait envisager la normalisation des relations sino-américaines. Les faits saillants de cette chronique de la grande détente en Asie et dans le Pacifique sont le séjour en Chine du président Nixon et la signature en 1972 du communiqué de Shanghaï; l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis le 1er janvier 1979, sous l'administration du président Carter; la visite aux Etats-Unis de Deng Xiaoping, au début de 1979; le communiqué conjoint sino-américain du 17 août 1982, par lequel le président Reagan reprenait à son compte et poursuivait la ligne de son prédécesseur; le voyage aux Etats-Unis du premier ministre Zhao Ziyang, dans le courant de janvier 1984, et le séjour du président Reagan en Chine, du 26 avril au 1er mai 1984.

En feuilletant les documents sino-américains de 1972-1974, on constate que les Américains avaient abandonné dès alors non seulement la formule initiale de Taïwan représentant la Chine, mais aussi la thèse dangereuse et inacceptable des deux Chine. Autrement dit, ils avaient admis et reconnu la République populaire de Chine comme un partenaire égal. De leur côté, les Chinois avaient écarté l'idée que les Etats-Unis n'étaient qu'un «tigre en papier» avec lequel la guerre était inévitable, pour s'orienter vers l'élargissement à long terme de la collaboration politique, économique et culturelle avec Washington.

Il pouvait sembler, dans les années cinquante, que le bloc soviéto-chinois ferait courir un sérieux danger à la présence et aux intérêts des Américains en Asie et dans le Pacifique. Dans les années soixante-dix, on vit émerger la thèse selon laquelle la Chine, les Etats-Unis et le Japon étaient en train de mettre sur pied, dans le secteur, une grande alliance contre l'Union soviétique. Cette manière de percevoir la normalisation des relations sino-américaines ne pouvait être le fait que de ceux qui avaient pris l'habitude de diviser mécaniquement le monde en camps, alliances et sphères d'influence, sans se soucier de toute une série d'autres éléments importants. On prétendait que la participation de la Chine à une alliance réelle ou fictive en Asie et dans le Pacifique contre l'Union soviétique aurait au moins deux incidences pernicieuses majeures pour ses intérêts à long terme : elle serait subordonnée aux intérêts du bloc occidental et entraînée dans la confrontation avec le bloc oriental. C'est d'ailleurs pourquoi les Chinois se plaisent à souligner qu'ils ne jouent ni la carte soviétique ni la carte américaine, et que les Etats-Unis pas plus que l'URSS ne doivent espérer pouvoir jouer la carte chinoise!

Revenant aux principes de la coexistence active et pacifi-

que, la Chine souhaite aujourd'hui développer de bonnes relations à la fois avec l'URSS et les Etats-Unis. Par un concours de circonstances historiques et géopolitiques, « trois obstacles » se dressent sur la voie de la promotion de ses rapports avec l'Union soviétique, mais il ne faut pas oublier que celle de la promotion des relations avec les Etats-Unis n'a rien de la perspective Nevski. Il s'agit encore de l'attitude des Américains à l'égard de Taïwan. Bien que trois présidents américains —Nixon, Carter et Reagan— et les deux grands partis des Etats-Unis, les Républicains et les Démocrates, aient reconnu la République populaire et admis de surcroît que Taïwan était une partie intégrante de la Chine, comme nous l'a rappelé dernièrement à Pékin le vice-ministre des Affaires étrangères Qian Qichen, non sans un sentiment de satisfaction historique, il n'en reste pas moins que l'on fait encore circuler aux Etats-Unis la thèse : « une Chine et un Taïwan ». Certes, l'ancien accord de défense signé avec Taïwan en 1954 a été classé, mais les Américains continuent d'entretenir des relations privilégiées avec l'île, comme l'attestent la loi sur les rapports avec Taïwan, votée du temps de l'administration Carter, la Résolution sur l'avenir de Taïwan, adoptée en 1983 par le Comité des Affaires étrangères du Sénat, ou le soutien apporté à Taïwan dans la plate-forme électorale du Parti républicain en 1984. Tout en améliorant leurs relations avec la Chine, les Etats-Unis fournissent une aide militaire à Taïwan qui bénéficie, par ailleurs, de toute une série d'avantages dans le domaine de la coopération économique, financière et technique avec les Etats-Unis. Pourquoi? se demandent les Chinois. Dès lors que la Chine a renoncé à son intention de rattacher Taïwan par la force et qu'elle offre, dans le cadre du concept « un seul pays : deux systèmes », à Taïwan, de réintégrer la mère-patrie tout en conservant son système social, politique et économique, voire ses forces armées, le soutien apporté par les Américains à Taïwan suscite une certaine méfiance. L'aide militaire à Taïwan ne saurait être interprétée dans le sens de la thèse, sentimentale et moralisante, selon laquelle les Américains répugneraient à abandonner un allié d'aussi longue date. On est tenté de croire qu'elle a pour but d'exercer une certaine pression sur la Chine.

Malgré le développement des relations politiques entre la Chine et les Etats-Unis, les rapports entre les deux pays connaissent des oscillations dues au « syndrome de Taïwan » non seulement dans une partie de l'opinion publique américaine dont on connaît les sentiments anticommunistes, mais aussi à la Maison Blanche dont l'approche sélective des « pays communistes » n'est pas exempte de préjugés idéologiques.

D'IMMENSES POTENTIALITES DANS LE DOMAINE DES RELATIONS ÉCONOMIQUES

Les Etats-Unis occupent une place de choix parmi les partenaires appelés à participer à la réalisation du grand programme de modernisation de l'économie chinoise. Les immenses projets d'un pays d'un milliard d'habitants, qui se propose de quadrupler son produit national brut d'ici à l'an 2000, exigent le concours de partenaires aussi considérables que les Etats-Unis. Avec un taux de croissance de plus de 7% pour la production industrielle et de 9% dans l'agriculture, la modernisation de 400 000 entreprises, d'énormes besoins en investissements dans l'énergie et les transports, et la capacité d'absorber 1 000 milliards de dollars de crédits jusqu'à la fin du siècle, sans mettre en péril son être socialiste, pour reprendre les paroles de Deng Xiaoping, la Chine représente un marché auquel les Etats-Unis peuvent fournir ce dont il a présentement le plus grand besoin —des capitaux et une technologie moderne.

Au cours des cinq dernières années, depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1979, les échanges commerciaux sino-américains se sont élevés à 22,2 milliards de dollars dans les deux sens. En 1983, ils ont atteint 4,4 milliards de dollars. On estime qu'en 1984 ils seront de l'ordre de 5,5 ou de 6 milliards de dollars. D'après certaines évaluations, on peut envisager, pour la fin du siècle, des chiffres variant entre 15 et 20 milliards de dollars par an.

Néanmoins, s'agissant de la coopération économique avec la Chine, les Etats-Unis sont encore devancés par le Japon et Hong-Kong. En dépit de la large ouverture de la Chine sur le monde et des mesures prises pour attirer les capitaux étrangers, les firmes américaines n'avaient placé, au début de 1984, que 670 millions de dollars dans l'économie chinoise. Rappelons que l'accord américano-chinois garantissant les investissements date de 1980. Des progrès paraissent néanmoins s'esquisser. Sur les 800 compagnies américaines qui participent à la collaboration économique avec la Chine, 110 ont leurs représentations dans ce pays. Plus d'une cinquantaine d'entreprises chinoises possèdent des bureaux et des filiales aux Etats-Unis. Il y aura bientôt une quarantaine d'entreprises mixtes qui bénéficieront d'un apport de capitaux américains. Plusieurs compagnies américaines prennent part à la prospection et à l'exploitation des gisements de pétrole sur le plateau continental chinois. Plusieurs accords ont été conclus, et l'on envisage la réalisation d'un certain nombre de projets conjoints dans le domaine de la coopération scientifique, technique, industrielle et technologique. Plus de 10 000 jeunes Chinois font des études scientifiques aux Etats-Unis, mais à en croire une déclaration du président Reagan, ce nombre pourrait être porté à 100 000. L'intérêt des Chinois et des Américains à développer la coopération économique s'est manifesté une fois de plus à un récent colloque sur les nouvelles facilités accordées aux investissements étrangers en Chine. Les représentants d'une trentaine de compagnies américaines, qui ont assisté à ce symposium, avaient à leur tête Cyrus Vance, ex-secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères.

De quoi les Chinois ne sont-ils pas satisfaits?

D'abord, des restrictions imposées par les Américains au transfert de technologie en Chine. Bien qu'ils allongent graduellement la liste des moyens technologiques qui peuvent être utilisés à des fins à la fois civiles et militaires, les Américains répugnent encore à livrer des « technologies délicates » à un « pays communiste » comme la Chine.

Ensuite, des restrictions américaines aux importations des produits de l'industrie textile chinoise. En vertu de l'accord bilatéral de septembre 1980, les Chinois avaient exporté à destination des Etats-Unis, du textile pour une valeur de 420 millions de dollars. Mais dès l'année suivante, les Etats-Unis devaient décider de réduire leurs importations de textile chinois afin soi-disant de protéger leur industrie nationale, encore qu'il soit notoire qu'elles ne représentent que 6% environ des achats américains à l'étranger (contre 49% pour le textile en provenance de Corée du Sud, de Taïwan et de Hong-Kong). Il convient de rappeler, à ce propos, que la Chine importe presque deux fois plus de coton brut et de fils synthétiques des Etats-Unis. Un pas important a été cependant accompli dans le règlement de cette question avec la signature du nouvel accord quinquennal, en janvier 1983, qui prévoit pour les importations de textile un accroissement de l'ordre de 3 à 4%. Mais les principales restrictions n'ont pas encore été levées. C'est là une des raisons pour lesquelles les échanges commerciaux de la Chine avec les Etats-Unis laissent apparaître un déficit de 11 milliards de dollars dans la période comprise entre 1972 et 1982. L'augmentation du nombre des hommes d'affaires et des touristes américains qui se rendent en Chine, permet d'augurer favorablement du développement des relations commerciales sino-américaines.

COOPERATION MILITAIRE : OUI OU NON?

Le séjour en Chine, l'an dernier, de C. Weinberger, secrétaire américain à la Défense, et la visite en juin 1984 aux Etats-Unis de Zhang Aiping, ministre chinois de la Défense, ont donné lieu à diverses conjectures sur la nature et l'ampleur de la coopération militaire sino-américaine. A la question posée par un journaliste de *L'Unita*, organe du Parti communiste italien, Hu Yaobang, secrétaire général du PC chinois, a répondu : *« Nous n'importons pas d'armes américaines. Nous n'importons que de la technologie utilisée à des fins militaires. A vrai dire, les Soviétiques ont acheté et possèdent plus de technologie militaire américaine que nous. »*

Mais lorsque le chef d'état-major conjoint des Etats-Unis se sera déplacé en Chine dans le courant de 1985, et quand les unités de la 7e flotte US, dont les armes furent pendant des décennies pointées sur la Chine, auront fait une visite d'amitié aux ports chinois, la question de la coopération militaire américano-chinoise connaîtra sans doute un regain d'actualité. Pour l'heure, sans risque de se tromper, on peut dire qu'en fait la Chine souhaite moderniser son armée de quatre millions d'hommes en utilisant sa propre technologie et en se fiant à ses propres potentialités, conformément à sa politique d'indépendance et de coopération avec tous les pays. Bien évidemment, pour éviter de prendre du retard, elle aura recours à la technologie étrangère. Si elle se décide à acheter des armes à l'étranger — essentiellement à des fins défensives— elle veillera à ce que cette démarche ne mette en aucun cas son indépendance en péril. Il y va, en effet, de son option stratégique : ne pas se lier aux superpuissances quelles qu'elles soient.

R.P.

La Chine et l'Union soviétique

A la sentence préférée de Staline affirmant que le drapeau rouge de l'URSS flottait sur « un sixième du globe », Mao Zedong ajoutait qu'il flottait aussi sur le pays le plus peuplé du monde. Dans les années cinquante, quand Moscou et Pékin retentissaient de slogans sur « l'indéfectible amitié » entre l'URSS et la Chine, on estimait qu'unis par des idées identiques les deux pays allaient renverser le rapport de forces mondial à l'avantage du socialisme et consommer la victoire de la révolution mondiale. Quelle illusion!

Après la dramatique rupture sino-soviétique, les Chinois vouèrent aux gémonies Khroutchtchev pour son révisionnisme et, plus tard, Brejnev pour son hégémonisme. De leur côté, les Soviétiques accusèrent Mao Zedong et ses disciples de discréditer le socialisme par leur dogmatisme sectaire et d'amener de l'eau au moulin de l'impérialisme. Le slogan de « l'indéfectible amitié » avait cédé la place à des prophéties de mauvais augure laissant entrevoir un « conflit inévitable ». Si, en faisant appel aux faits historiques et géopolitiques objectifs, il était aisé de voir que la stratégie de « l'amitié indéfectible » était une fiction idéologique pure et simple, la thèse de la « fatalité du conflit » frayait à coup sûr la voie de la catastrophe nucléaire.

Maintenant nous pouvons parler, heureusement, d'une troisième phase des relations soviéto-chinoises, celle de la vérification de l'applicabilité des principes de la coexistence aux rapports entre ces deux grandes puissances qui sont aussi de grands Etats socialistes et de grands voisins asiatiques.

LES POINTS CONFLICTUELS

S'agissant des possibilités de la coexistence entre l'URSS et la Chine, il importe de dégager les circonstances qui concourent, grosso modo, au heurt de leurs intérêts, et celles qui permettent objectivement d'envisager une coopération profitable aux deux pays.

Les points conflictuels qui grèvent les relations entre l'Union soviétique et la Chine, se situent essentiellement sur leur longue frontière commune dont on sait que, pour toute une série de raisons historiques, elle les sépare bien plus qu'elle ne les unit. Les régions litigieuses, comme celles qui furent l'enjeu de l'affrontement sur l'Oussouri, ont sans doute une signification pratique moindre que les problèmes de sécurité procédant de considérations politiques plus larges. L'Union soviétique considère l'espace asiatique dans une triple optique : dans le contexte de sa stratégie globale vis-à-vis des Etats-Unis, dans celui des relations avec la Chine, et comme puissance asiatique. L'URSS conduit sa politique asiatique en prenant appui sur la Mongolie, le Vietnam et l'Afghanistan, tout en attribuant une grande importance politique et géostratétique à ses relations avec l'Inde et la République populaire démocratique de Corée. Il faut ajouter, sans nul doute, la présence soviétique dans l'océan Indien et sur les autres mers qui baignent le continent asiatique. De son côté, la Chine estime que cette politique de l'URSS vise à l'encercler. Elle s'applique, dès lors, à faire le contrepoids en améliorant ses relations avec les Etats-Unis et le Japon, en insistant sur la promotion de ses rapports avec le Pakistan, et en cherchant des points d'appui dans la Péninsule indochinoise (soutien à la coalition Sihanouk-Son Sann-Khieu Samphan au Kampuchea).

Dans les efforts que la Chine accomplit ces derniers temps pour resserrer ses liens avec les pays d'Europe orientale, l'URSS décèle une tentative de Pékin de les détacher d'elle et de semer la discorde dans la « communauté socialiste ». On discerne dans ce contexte les points de friction entre l'URSS et la Chine, qui découlent des voies différentes au socialisme et des conceptions également différentes qu'elles se font du socialisme. En effet, les Chinois rejettent les thèses selon lesquelles il n'y aurait qu'une seule voie pour aller au socialisme. Les Soviétiques affirment, quant à eux, que la Chine abandonne les repères de classe dans sa politique intérieure et extérieure.

LES POINTS DE CONVERGENCE

Il ne faudrait pas fermer les yeux sur les circonstances qui poussent l'URSS et la Chine à normaliser et améliorer leurs relations.

L'Union soviétique à intérêt à éviter que son affrontement avec la Chine conduise ce pays à trop développer ses relations avec les Etats-Unis et le Japon. On estime, non sans raison du reste, qu'une telle alliance serait fatale aux intérêts de l'Union soviétique. Sans nous demander s'il y a des raisons réelles (nous pensons, quant à nous, que non) de croire que la Chine puisse, même au plan des hypothèses, se situer dans le prolongement de l'axe Washington-Tokyo-Séoul, il n'en de-

meure pas moins que, d'un point de vue général, l'aggravation de la confrontation avec l'URSS la pousse objectivement dans cette direction. De même, à l'autre extrême, une amélioration des relations avec l'URSS lui permettrait de conforter son orientation indépendante, hors-blocs, dans les rapports internationaux. En l'occurence, deux et deux font vraiment quatre!

Les intérêts nationaux profonds de la Chine lui commandent de trouver un modus vivendi durable avec l'Union soviétique. Avec ses potentiels militaires et économiques actuels, la Chine ne saurait avoir raisonnablement le moindre intérêt à intensifier la confrontation et à renforcer les tensions dans ses relations avec l'URSS qui est, on le sait, une des principales puissances nucléaires. Outre les dangers qu'elle comporte dans l'immédiat, une telle confrontation affaiblit les positions de la Chine face aux Etats-Unis et au Japon, en la contraignant à faire des concessions «par nécessité». L'amélioration des relations avec l'Union soviétique ménagerait à la Chine de plus amples possibilités de promouvoir ses rapports avec de nombreux autres pays, en particulier avec ceux qui sont unis par des liens étroits avec l'Union soviétique (en Europe aussi bien que dans ce qu'il est convenu d'appeler le Tiers Monde). L'option de la Chine en faveur de la coexistence gagnerait en crédibilité car Pékin atténuerait l'impression réelle ou apparente, datant surtout de la période précédente, qu'il «se glisse» partout où il peut refouler l'URSS. Enfin, cela permettrait à la Chine de se consacrer plus tranquillement à la réalisation de son but historique, de mener à bien son programme de transformation économique et sociale à la charnière du XXIe siècle.

LES «TROIS OBSTACLES»

Les Chinois dont on connaît le penchant pour les syntagmes philosophiques et autres, ont défini de façon lapidaire les «trois obstacles» qui se dressent sur la voie de la normalisation et de l'amélioration des relations avec l'Union soviétique. Le premier est la concentration des troupes soviétiques sur la frontière face à la Chine et à la Mongolie; le deuxième, l'intervention et la présence des troupes soviétiques en Afghanistan; et le troisième, le soutien que l'URSS apporte à l'intervention militaire du Vietnam au Kampuchea. Le dénominateur commun procède manifestement de raisons politiques et de considérations de sécurité. La Chine indique clairement qu'elle se sent menacée par la concentration des troupes et des fusées soviétiques, ainsi que par l'extension de la sphère d'influence de l'URSS dans l'espace asiatique. Pris ensemble, dans leur interaction, ces éléments placent la Chine dans un encerclement stratégique soviétique.

L'URSS se refuse à admettre qu'elle se propose d'encercler la Chine. Elle considère que la présence de ses troupes en Mongolie et en Afghanistan est légitime puisqu'elles s'y trouvent en vertu des traités d'amitié et d'assistance mutuelle signés avec ces pays. Elle ne veut pas non plus renoncer à soutenir le Vietnam qui «s'est porté généreusement au secours du peuple cambodgien pour l'aider à renverser un régime d'oppression». Mieux, l'URSS accuse la Chine de proférer des menaces d'agression à l'encontre du Vietnam et d'appuyer les forces armées de Pol Pot et de Khieu Samphan au Kampuchea, avec la volonté d'entraîner la region de l'ancienne Indochine dans sa zone d'influence. L'Union soviétique dénonce également les dangers que fait peser sur ses intérêts nationaux la présence américaine au Pakistan, dans l'océan Indien, dans la zone de l'ASEAN et en Extrême-Orient, ajoutant que la Chine perdrait ces menaces de vue et irait jusqu'à y contribuer par la «politique antisoviétique» qu'elle pratique.

Telles sont les positions de départ de la Chine s'agissant de ses relations avec l'URSS.

Les Soviétiques considéreront longtemps encore la présence de leurs troupes en Mongolie comme un élément intégrant du statu quo en Asie, bien que les Chinois aiment à dire qu'il s'agit là d'un «poignard pointé vers le cœur de la Chine».

L'URSS affirme que les SS20 et les autres armements soviétiques qui se trouvent dans l'espace asiatique, y compris ceux qu'elle maintient à proximité de la frontière chinoise, sont destinés essentiellement à parer les menaces des Américains et de leurs alliés. C'est là, à l'heure présente, une question qui pourrait faire l'objet d'une négociation avec des chances de parvenir tant bien que mal à un compromis. De même les circonstances politiques et économiques qui rendent si désagréables la présence des Soviétiques en Afghanistan et celle des Vietnamiens au Kampuchea, peuvent faire apparaître, au cours des années à venir, que ces deux obstacles ne sont pas non plus à jamais insurmontables.

PUISSANCE ET IMPUISSANCE DE LA DIPLOMATIE

Les dernières rencontres soviéto-chinoises à un niveau élevé remontent aux années soixante : la visite de Chou Enlai à Moscou date de novembre 1964, et A. Kossyguine eut une entrevue avec lui en septembre 1969 à l'aéroport de Pékin. Les obsèques de Léonid Brejnev, en novembre 1982, furent pour le ministre chinois des Affaires étrangères d'alors, Huang Hua, l'occasion de se rendre à Moscou. Le premier vice-président du Conseil de la RP de Chine, Wan Li, assistait en février dernier aux funérailles de Youri Andropov. Enfin, Andrei Gromyko et Wu Xuequin se sont rencontrés à New York à la fin du mois de septembre de cette année.

Le relâchement de la tension soviéto-chinoise commença du vivant de Youri Andropov. La première manche des négociations diplomatiques au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères débuta en automne 1982. Elle permit de conclure à un resserrement de la coopération dans les domaines économique, scientifique, culturel et sportif. Les deux manches de 1983 donnèrent lieu à la constatation qu'elles s'étaient déroulées dans un climat empreint de sérénité et de franchise. Au terme de la quatrième manche, en mars dernier à Moscou, on devait assister à la détérioration des relations sino-soviétiques. La cause de cette dégradation semble avoir été le mécontentement des Soviétiques provoqué par la prétendue inclusion de la Chine dans les plans agressifs dirigés contre l'URSS, ce qui s'était manifesté, selon Moscou, à l'occasion de la visite à Pékin de Yasuhiro Nakasone, premier ministre japonais, et surtout de celle du président Reagan. On ajoute —ce qui est loin d'avoir une importance secondaire— que c'est précisément à cette époque que les Chinois se sont livrés à plusieurs violations brutales du territoire du Vietnam, d'une ampleur inédite depuis celles de février-mars 1979.

C'est dans cette atmosphère que Moscou devait décommander le 9 mai 1984 la visite que Ivan Archipov, vice-président du Conseil des ministres de l'URSS, s'apprêtait à faire à Pékin. Ce geste de mauvaise humeur accompli à la veille même de la visite, fit l'effet d'un coup de tonnerre. Les Soviétiques invoquèrent une «préparation insuffisante» du voyage, ce qui était d'autant moins plausible que la visite avait été convenue en septembre 1983, lors du séjour à Pékin de Mihail Kapitza, vice-ministre des Affaires étrangères de l'URSS, et que les deux parties y attribuaient une grande importance. Non seulement parce que ce devait être le premier contact à un niveau aussi élevé après ceux des années soixante, mais aussi parce qu'on était intéressé de part et d'autre à promouvoir la coopération dans les secteurs non litigieux : commerce, économie, sciences, techniques, culture et sports. Ayant été de 1953 à 1957 le principal conseiller économique à l'ambassade de l'URSS à Pékin, Ivan Archipov apparaissait comme un interlocuteur tout indiqué, surtout lorsqu'on sait que certaines des personnalités qu'il connaissait à l'époque se trouvent actuellement au sommet de l'Etat et du parti chinois, et que l'un des points des négociations aurait pu être le rôle de l'URSS dans la modernisation des unités de production implantées avec l'aide des Soviétiques au cours des années cinquante.

L'ajournement de la visite d'Archipov en mai; les voyages du ministre chinois de la Défense, Zhang Aiping, en juin aux Etats-Unis et en juillet au Japon; le séjour en Chine du ministre américain de la Marine, John Lehman, au mois d'août dernier, d'une part, et, de l'autre, les visites à Moscou, dans le courant de juillet, d'une délégation du parti et de l'Etat vietnamiens, conduite par Le Duan et Pham Van Dong, et du leader laotien Kaysone Phomvihane, ont fait descendre les relations soviéto-chinoises à leur niveau le plus bas. C'est dans ce climat que Gromyko et Wu Xuequin se sont rencontrés fin septembre à New York, pendant la session de l'Assemblée générale de l'ONU. Au terme de six heures d'entretiens, les deux ministres devaient se déclarer prêts à poursuivre les conversations et à accomplir les efforts nécessaires pour aboutir à la normalisation des relations entre l'URSS et la Chine.

La cinquième manche des négociations entre les vice-ministres des Affaires étrangères L. Illyitchev et Quian Quichen, du 18 octobre au 2 novembre dernier à Pékin, n'a pas permis de progresser dans les questions politiques et de sécurité. En revanche, les deux parties ont réaffirmé la volonté de leurs pays de développer la coopération économique, culturelle et sportive. Quelques jours avant l'ouverture des pourparlers avec L. Illyitchev, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Quian Quichen, avait évoqué devant l'auteur de ces lignes les perspectives des relations sino-soviétiques et indiqué avec satisfaction que les échanges économiques de la Chine avec l'URSS étaient passés, en valeur, de 300 millions de dollars en 1982 à 800 millions en 1983, et qu'ils atteindraient vraisemblablement, en 1984, la somme de 1,2 milliard de dollars. A ces données de «première main», il convient d'ajouter les prévisions soviétiques selon lesquelles la valeur des échanges économiques entre les deux pays doit être portée d'ici 1990 à 7 milliards de dollars.

Quand Ivan Archipov arrivera enfin à Pékin dans le courant de ce mois de décembre, on posera au niveau voulu la question des relations économiques, au moment où la Chine apparaît comme la «terre promise» pour tous ceux qui ont le sens des affaires. Dans ce cas, le développement de la coopération économique aura sans doute d'importantes incidences politiques dans le sens positif.

PRAGMATISME OU NON?

Dans les restaurants de Pékin ou de Shanghaï on peut entendre la romance soviétique *«Katchioucha»* et la chanson américaine *«O Suzanna»*. Le collaborateur de la revue *Medjunarodnaïa zizn* a-t-il raison d'affirmer que pour expliquer la position de la Chine le mieux est de rappeler les paroles du premier ministre britannique du XIXe siècle, Benjamin Disraeli, qui disait : *«La Grande-Bretagne n'a ni amis ni ennemis —elle n'a que ses propres intérêts»*? Cette accusation de pragmatisme qui se situe dans le prolongement de celles qui reprochent à la Chine d'avoir abandonné les positions de classe, n'a manifestement guère de rapport avec la dialectique. Sinon, on ne devrait pas perdre de vue la célèbre maxime «pragmatique» de Deng Xiaoping soulignant que peu importe la couleur du chat pourvu qu'il attrape les souris. Elle marque, en effet, un revirement révolutionnaire de portée historien regard des idées ultra-gauchistes des protagonistes non-pragmatiques de la «révolution culturelle» car la Chine renoue avec le réalisme en politique intérieure et extérieure. Si tant est que la défense des «repères de classe» creusa le fossé le plus profond dans les relations entre l'URSS et la Chine, on est en droit de supposer que la recherche «pragmatique» ou plutôt, à notre sens, la recherche réaliste de points de contact sur la plate-forme de la coexistence contribuera à améliorer les rapports sino-soviétiques dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales.

R. P.

A paraître :

un TRAVAILLEURS entièrement consacré aux dernières colonies françaises

après l'importante conférence de Guadeloupe des 5, 6, 7, avril 1985

reportages, interviews, documents et réflexions, rapportés par Alain Castan et Alain Dupré, membres de la délégation du PCML à la conférence

Abonnez-vous à

PCML *Flash* hebdomadaire et **TRAVAILLEURS** mensuel

Abonnement groupé :

6 mois : 80,00 F 12 mois : 150,00 F

soutien : 100,00 F soutien : 200,00 F

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

.....

Code postal .....

Envoyez votre règlement (chèque bancaire ou postal) à : Presse d'Aujourd'hui, B.P. 90, 75962 Paris Cedex 20

INDÉPENDANCE
pour le Peuple Kanak
Association Information et Soutien
aux Droits du Peuple Kanak
14, rue de Nanteuil — 75015 Paris
Tél. (1) 531 43 38